ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

LE BILINGUISME ANGLAIS-FRANÇAIS HORS QUÉBEC : UN PORTRAIT ÉCONOMIQUE DES BILINGUES AU CANADA

NOVEMBRE 2018

LE CONFERENCE BOARD DU CANADA
Préparé par Henry A. Diaz

The Conference Board of Canada | Le Conference Board du Canada

© Le Conference Board du Canada, 2018

À propos du Conference Board du Canada

Le Conference Board du Canada est l'organisme de recherche appliquée indépendant et sans but lucratif le plus en vue au Canada. Notre travail fournit aux Canadiens et aux principaux décideurs des idées et de l'expertise dans trois grands domaines : les prévisions économiques, les politiques publiques et le rendement organisationnel. Nous brassons des idées dans toutes les disciplines et réunissons des gens de tous les secteurs d'activité afin de résoudre les problèmes complexes qui ont le plus d'impact sur l'avenir du Canada. Nous sommes indépendants, mais affiliés au Conference Board Inc. à New York, qui offre des services à près de 2 000 entreprises dans 60 pays et qui a des bureaux à Bruxelles et à Hong Kong.

Remerciements

La production de ce rapport a été possible grâce au financement fourni par l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne. Cependant, les résultats et les conclusions de ce rapport sont entièrement ceux du Conference Board du Canada. Toute erreur ou omission dans les faits ou dans l'interprétation est de la seule responsabilité du Conference Board du Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Table des matières

Liste des figures ii
Liste des tableaux iii
Résumé 1
Portrait des bilingues au Canada 1
Les bilingues et la production économique 2
Conclusions 2
Introduction 3
1. Revue de la littérature 4
1.1 Le bilinguisme et le marché du travail canadien 4
1.1.1 Christofides et Swidinsky 4
1.1.2 Lévesque 7
1.1.3 Autres études empiriques 8
1.2 Autres études et cas canadiens 9
1.3 Ailleurs dans le monde 10
2. Un portrait économique des bilingues au Canada 13
2.1 Le bilinguisme au Canada 13
2.1.1 Éducation 15
2.1.2 Revenus d'emploi 16
2.1.3 Secteurs d'activité 17
2.2 Le bilinguisme canadien hors Québec 18
2.2.1 Éducation 20
2.2.2 Revenus d'emploi 25
2.2.3 Secteurs d'activité 27
2.3 Résumé du chapitre 46
3. Un sondage auprès des Canadiens bilingues 48
3.1 Portrait des répondants 48
3.2 Éducation et professions 50
3.3 Autres attributs 54
4. Le bilinguisme et la production économique 57
4.1 Le produit intérieur brut canadien 57
4.2 Les bilingues et le PIB, hors Québec 59
Conclusion 65
Bibliographie 67

© Le Conference Board du Canada, 2018

Liste des figures

Figure 1. Les bilingues canadiens vivent majoritairement au Québec et en Ontario (répartition géographique des bilingues canadiens de 15 ans et plus, pourcentage) 14

Figure 2. Le taux de bilinguisme est très élevé au Québec et au Nouveau-Brunswick (part des travailleurs bilingues sur l'ensemble des travailleurs par province, pourcentage) 15

Figure 3. Les travailleurs bilingues sont surreprésentés, entre autres, dans l'administration publique (poids des travailleurs bilingues par industrie, pourcentage) 18

Figure 4. Les bilingues hors Québec vivent et travaillent majoritairement en Ontario (répartition géographique des bilingues hors Québec, pourcentage, 2016) 20

Figure 5. Les bilingues du Canada hors Québec restent plus longtemps sur les bancs de l'école (obtention d'un baccalauréat ou plus parmi les 15 ans et plus, pourcentage, 2016) 21

Figure 6. Les bilingues du Canada hors Québec sont moins nombreux à arrêter leurs études au collège (obtention d'au plus un certificat ou diplôme collégial parmi les 15 ans et plus, pourcentage, 2016) 21

Figure 7. Domaine d'études postsecondaires au Canada hors Québec (part des bilingues parmi les diplômés) 25

Figure 8. Les bilingues gagnent plus, presque partout (salaire moyen, milliers de dollars) 26

Figure 9. Un cinquième des travailleurs de l'administration publique sont bilingues (travailleurs bilingues hors Québec parmi les travailleurs hors Québec, pourcentage, 2006-2016) 29

Figure 10. Part des employés bilingues dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale (travailleurs bilingues dans l'industrie parmi les travailleurs de l'industrie, pourcentage) 32

Figure 11. La part des travailleurs bilingues varie peu dans les sous-secteurs des soins de santé (poids des bilingues par sous-secteur, pourcentage) 33

Figure 12. Les travailleurs bilingues sont concentrés dans les soins ambulatoires (répartition des travailleurs bilingues dans les soins de santé et l'assistance sociale par sous-secteur, pourcentage) 33

Figure 13. Part des employés bilingues dans l'industrie des services d'enseignement (pourcentage) 35

Figure 14. La majeure partie des travailleurs des services d'enseignement sont dans les écoles primaires et secondaires (part des travailleurs dans les services d'enseignement par sous-secteur, bilingues et anglophones, pourcentage) 36

Figure 15. Part des employés bilingues dans l'administration publique (part des bilingues dans l'industrie, pourcentage) 38

Figure 16. Les bilingues sont concentrés au fédéral (répartition des employés bilingues et anglophones dans l'administration publique par sous-secteur, pourcentage, 2016) 39

Figure 17. Les bilingues occupent plus de 30 % des emplois dans l'administration publique fédérale hors Québec (poids des bilingues dans les sous-secteurs de l'administration publique, pourcentage) 41

Figure 18. Part des employés bilingues dans les services professionnels, scientifiques et techniques, par sous-secteur (part des bilingues, pourcentage) 43

Figure 19. Perception des bilingues sur l'avancement de carrière et la maîtrise des langues officielles (pourcentage des répondants) 55

Figure 20. Les bilingues créent plus de richesse, presque partout (PIB par habitant, milliers de dollars) 61

Figure 21. La contribution des bilingues à la richesse est très importante au Nouveau-Brunswick (taille de l'économie, à gauche, milliards de dollars; part des bilingues, à droite, pourcentage) 62

© Le Conference Board du Canada, 2018

Liste des tableaux

Tableau 1. Les bilingues : un cinquième des travailleurs canadiens 14
Tableau 2. Les bilingues sont plus instruits (niveau d'études par maîtrise des langues officielles, pourcentage, 2016) 16
Tableau 3. Les bilingues participent au marché du travail (taux de participation et de chômage, pourcentage) 17
Tableau 4. Les bilingues hors Québec 19
Tableau 5. Les bilingues hors Québec sont surreprésentés à l'université (pourcentage, 2016) 22
Tableau 6. Les bilingues hors Québec sont généralement sous-représentés au niveau collégial (pourcentage, 2016) 23
Tableau 7. Domaines d'études de prédilection des Canadiens hors Québec (2016) 24
Tableau 8. Les bilingues hors Québec sont actifs sur le marché du travail (2016) 27
Tableau 9. Dans quels secteurs travaille-t-on hors Québec? (Répartition des travailleurs et des bilingues hors Québec, pourcentage, 2016) 28
Tableau 10. Les travailleurs bilingues sont concentrés dans le secteur public (2016) 31
Tableau 11. Dans les soins de santé, les bilingues sont concentrés dans les soins ambulatoires et les hôpitaux (travailleurs bilingues par sous-secteur, 2016) 34
Tableau 12. Les travailleurs des écoles primaires et secondaires se trouvent majoritairement en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta (nombre de travailleurs, 2016) 37
Tableau 13. Les bilingues travaillent au fédéral dans chacune des provinces (répartition des travailleurs bilingues dans l'administration publique par sous-secteur, pourcentage, 2016) 40
Tableau 14. La répartition des bilingues dans les services professionnels (travailleurs bilingues par sous-secteur, nombre et pourcentage, 2016) 42
Tableau 15. Poids des travailleurs bilingues dans les services professionnels, scientifiques et techniques (travailleurs bilingues dans les services professionnels par province, nombre et pourcentage, 2016) 44
Tableau 16. Les bilingues ne sont pas très nombreux dans les services juridiques (travailleurs bilingues parmi les travailleurs des services juridiques, nombre et pourcentage, 2016) 45
Tableau 17. Répartition géographique des bilingues dans notre sondage (nombre et pourcentage) 49
Tableau 18. Plus haut niveau d'études dans un établissement bilingue ou francophone 50
Tableau 19. Plus haut niveau d'études dans un établissement membre de l'ACUFC (sur 146 répondants ayant étudié dans un établissement bilingue hors Québec et l'ayant nommé dans le sondage) 52
Tableau 20. Domaines d'études mentionnés dans le sondage 53
Tableau 21. Domaines d'emploi mentionnés dans le sondage 54
Tableau 22. Estimation des primes au bilinguisme 56
Tableau 23. La finance, les assurances et les services immobiliers représentent un cinquième du PIB canadien (2016) 58
Tableau 24. Contribution des bilingues au PIB, hors Québec (2016) 60
Tableau 25. La production (PIB) des bilingues (2016) 63

© Le Conference Board du Canada, 2018

Résumé

Le bilinguisme français-anglais au Canada est unique, car ces deux langues sont enracinées dans les origines et dans l'identité du pays. Fait particulier cependant, le taux de bilinguisme varie grandement d'une province à l'autre, même si le Canada est un pays officiellement bilingue. Ces deux langues symbolisent, en fait, une dualité qui est omniprésente dans la culture, dans les valeurs et dans les politiques publiques canadiennes.

En raison de la situation minoritaire du français en Amérique du Nord, c'est au Québec qu'on trouve le plus de bilingues au Canada. Cela ne nous étonne pas, les avantages d'apprendre la langue de la majorité, dans un contexte où il y a cohabitation de deux langues, étant bien documentés par de nombreuses études, autant canadiennes qu'internationales. Sans surprise, c'est aussi au Québec que les débats sur la place et le rôle du bilinguisme au Canada retiennent souvent le plus l'attention.

Il devient donc intéressant de se pencher sur l'envers de la médaille, autrement dit, d'examiner le bilinguisme au Canada hors Québec. Plus précisément, ce rapport dresse un portrait économique des individus bilingues (français-anglais) au Canada hors Québec. Nous cherchons ainsi à quantifier leur poids et leur contribution à l'économie canadienne. Nous commençons par une revue de la littérature, suivie d'un portrait économique des bilingues dressé à l'aide des données des recensements canadiens de 2006 et 2016. Ensuite, nous complétons les données des recensements avec les résultats d'un sondage crée par le Conference Board et réalisé par Léger auprès de 1 000 travailleurs bilingues hors Québec. Enfin, nous utilisons une méthodologie développée au Conference Board pour estimer la contribution des travailleurs bilingues au produit intérieur brut (PIB) canadien, par industrie et par province.

Portrait des bilingues au Canada

La revue de la littérature nous permet de conclure qu'il y a, en effet, des avantages à être bilingue sur le marché du travail canadien. Notamment, les études consultées constatent que les travailleurs bilingues occupent généralement des emplois bien rémunérés et reçoivent des salaires plus élevés que leurs collègues unilingues. Cependant, l'ensemble des études veillent à préciser que le bilinguisme n'est pas la cause d'une meilleure rémunération, mais que les individus bilingues sont mieux positionnés pour décrocher des emplois mieux payés ou dans certains secteurs, comme la fonction publique ou la gestion. De plus, les études consultées nous ramènent souvent à l'idée que le bilinguisme n'est pas une compétence ayant nécessairement une valeur supplémentaire sur le marché du travail, mais plutôt un indicateur de la présence de caractéristiques non observables mais productives, comme la persévérance ou l'adaptabilité. Cela ne veut pas dire que les individus unilingues ne possèdent pas ces caractéristiques, mais seulement que le bilinguisme peut être indicatif de ces caractéristiques qui autrement sont difficilement observables.

Les données des recensements canadiens vont dans le même sens. Nous constatons que les bilingues au Canada hors Québec ont tendance à rester plus longtemps sur les bancs de l'école et à être plus nombreux en proportion à obtenir des diplômes universitaires que l'ensemble de la population et que les unilingues. Nous constatons aussi que les travailleurs bilingues ont des salaires plus élevés et sont relativement plus nombreux sur le marché du travail. De plus, il est clair que les travailleurs bilingues travaillent majoritairement dans les industries productrices de services, particulièrement dans la fonction publique, les services d'enseignement, les soins de santé et les services professionnels,

© Le Conference Board du Canada, 2018

scientifiques et techniques. Les trois premiers secteurs de cette liste sont parmi les plus grands employeurs de travailleurs bilingues dans toutes les provinces.

Le sondage créé par le Conference Board corrobore en grande partie ce que les données des recensements illustrent et confirme les idées relevées dans la revue de la littérature. De plus, le sondage nous permet de comprendre la valeur que les répondants attachent au bilinguisme. Par exemple, la majorité des répondants ont une opinion généralement favorable des effets du bilinguisme sur le marché du travail et croient qu'être bilingue leur permet d'avancer dans leur carrière et d'obtenir des salaires plus élevés. Les répondants trouvent aussi que leur bilinguisme leur donne plus de possibilités d'emploi dans leur domaine de travail. Enfin, nous remarquons que la majorité des bilingues qui ont répondu au sondage ont appris l'anglais en premier (59,5 % de l'échantillon).

Les bilingues et la production économique

Le dernier chapitre du rapport utilise une méthodologie développée au Conference Board pour estimer la contribution des bilingues hors Québec à l'économie. En fait, nous estimons la contribution des travailleurs bilingues au produit intérieur brut (PIB) par industrie et par province. Nous trouvons ainsi que les travailleurs bilingues hors Québec génèrent 10 % du PIB canadien hors Québec. De plus, nous constatons que les bilingues génèrent autour de 20 % du PIB dans les services d'enseignement et dans l'administration publique hors Québec. Cependant, c'est dans la finance, les assurances et les services immobiliers que les bilingues créent le plus de richesse en termes de dollars, avec une contribution au PIB de l'industrie approchant les 31 G$. Un autre résultat intéressant apparaît lorsqu'on se penche sur le PIB au niveau provincial. En effet, le travail des bilingues génère 38 % du PIB du Nouveau-Brunswick et autour de 12 % du PIB de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Enfin, nous examinons aussi le PIB par habitant, qui est une mesure du niveau de vie. Nous constatons que le PIB par habitant des bilingues est plus élevé que celui des anglophones unilingues dans toutes les provinces, sauf l'Alberta et la Saskatchewan.

Conclusions

En bref, ce rapport confirme qu'il y a des effets positifs au bilinguisme sur le marché du travail canadien, même hors Québec. C'est-à-dire que même s'il est intuitivement plus avantageux d'apprendre la langue de la majorité que d'apprendre la langue minoritaire, l'apprentissage du français au Canada ailleurs qu'au Québec a des liens importants avec la réussite sur le marché du travail. Sans prétendre que le seul fait de connaître la deuxième langue explique la réussite des individus bilingues, il demeure que les bilingues ont tendance à étudier plus longtemps et sont capables d'obtenir des emplois mieux rémunérés, tout en contribuant de façon importante à l'économie. Le fait que la maîtrise des deux langues officielles soit un impératif pour certains postes dans la fonction publique fédérale explique certainement en partie ces résultats. Cependant, les bilingues sont aussi en mesure de mieux se positionner dans le secteur privé, notamment aux postes de gestion et dans les services professionnels. Enfin, il est important de noter que les données des recensements et de notre sondage sont auto-déclarées par les répondants et donc que les conclusions tirées ici ne tiennent pas compte de la qualité du bilinguisme ou du degré de maîtrise de la deuxième langue officielle. Cela n'a cependant que très peu d'influence sur nos résultats, puisque, comme le montre la revue de la littérature, ce n'est pas l'utilisation de la deuxième langue au travail qui est associée à un meilleur salaire, mais seulement la connaissance de cette langue.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Introduction

Le bilinguisme français-anglais au Canada est unique, car ces deux langues sont enracinées dans les origines et dans l'identité du pays. Ainsi, au Canada, le bilinguisme ne renvoie pas seulement à la maîtrise des deux langues officielles. Le concept est aussi intimement lié à la culture, aux valeurs et aux politiques publiques à tous les niveaux. Fait particulier cependant, le taux de bilinguisme varie énormément à travers le pays, et ce, même si le Canada est officiellement bilingue. En fait, c'est au Québec qu'on trouve le plus de bilingues, tandis qu'on en trouve très peu en Saskatchewan ou à Terre-Neuve. D'ailleurs, la seule province officiellement bilingue est le Nouveau-Brunswick.

Cette situation particulière, où le pays est officiellement bilingue, mais où la population bilingue n'est pas répartie uniformément entre les provinces et les territoires, et où la langue reflète aussi les valeurs, la culture et l'identité, mène invariablement à des questionnements sur l'intérêt du bilinguisme, son rôle et sa place dans le quotidien des Canadiens et dans nos politiques publiques. Ainsi, beaucoup d'études, de rapports et d'analyses concernent les débats sur la question des langues officielles. Des lois sur la place du français et de l'anglais dans les provinces, dans les milieux gouvernementaux et parfois même dans l'entreprise privée ont aussi été adoptées au fil des années.

En raison de la situation minoritaire du français au Canada et en Amérique du Nord, c'est au Québec qu'on trouve le plus de bilingues français-anglais. En effet, les retombées de la connaissance de la langue de la majorité sont plus évidentes et tangibles que celles de la connaissance de la langue minoritaire. C'est donc aussi au Québec que le bilinguisme canadien est souvent étudié ou, du moins, c'est là que les questions sur la langue intéressent davantage le public.

Cependant, nous cherchons principalement ici à étudier le bilinguisme français-anglais en dehors du Québec. En particulier, nous voulons dresser un portrait économique des travailleurs bilingues canadiens incluant leur niveau d'études, leur salaire, leur participation au marché du travail et les secteurs d'activité qui les emploient. En bref, nous voulons avoir une idée du poids et de l'importance du bilinguisme hors Québec dans l'économie canadienne. Nous pourrons ainsi non seulement observer les avantages à être bilingue, s'il y en a, mais nous serons aussi en mesure de comprendre la contribution des bilingues hors Québec à l'économie.

Nous commençons ce rapport par une brève revue de la littérature couvrant des études sur les avantages économiques dont peuvent bénéficier les bilingues. Cette revue est suivie d'un portrait économique des bilingues canadiens, dressé en utilisant des données des recensements canadiens de 2006 et 2016. Afin de compléter les données de ces recensements, nous avons créé un sondage s'adressant aux travailleurs bilingues hors Québec. Les résultats du sondage, réalisé par Léger, sont présentés au chapitre 3. Enfin, nous utilisons une méthodologie élaborée par le Conference Board du Canada afin d'estimer la contribution des bilingues au produit intérieur brut (PIB) canadien hors Québec.

Dans les prochains chapitres, les termes bilingue et bilinguisme renvoient aux individus maîtrisant les deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français. De plus, notons que la maîtrise des langues officielles est autodéclarée dans les recensements de Statistique Canada et dans le sondage administré par Léger. Nous n'avons donc pas de contrôle ni d'indication sur la qualité du bilinguisme des individus. Quantifier la qualité du bilinguisme des individus serait un exercice complexe et partiellement subjectif.

© Le Conference Board du Canada, 2018

1. Revue de la littérature

Résumé du chapitre

- Les études canadiennes montrent qu'il y a un avantage salarial à être bilingue, tant au Québec que dans le reste du Canada.
- Cet avantage ne serait cependant pas lié à l'utilisation de la deuxième langue officielle au travail, surtout dans le Canada hors Québec. Autrement dit, la prime au bilinguisme tient à d'autres facteurs.
- La maîtrise d'une deuxième langue signalerait plutôt aux employeurs la présence de caractéristiques non observables ayant des effets positifs sur la productivité du travail, ce qui légitimerait les écarts salariaux observés.

Ce chapitre présente un aperçu global d'études et autres ouvrages examinant les effets du bilinguisme sur les perspectives des individus sur le marché du travail. La première section passe en revue des études utilisant des méthodes empiriques pour étudier les effets du bilinguisme au Canada sur les perspectives d'emploi et les perspectives salariales des individus. La section suivante examine des études de cas variées sur les avantages du bilinguisme au Canada. Cette section passe aussi en revue des études explorant d'autres effets économiques du bilinguisme, au niveau du commerce extérieur ou du point de vue des employeurs, par exemple. Enfin, nous présentons, de façon succincte, des études portant sur les effets du bilinguisme sur le marché du travail ailleurs qu'au Canada. À moins d'indication contraire, le terme bilingue désigne dans ce chapitre le cas particulier du bilinguisme français-anglais, sans tenir compte de l'ordre d'apprentissage de ces langues.

1.1 Le bilinguisme et le marché du travail canadien

Cette section explore les études qui, en utilisant des méthodes empiriques, tentent de quantifier l'effet du bilinguisme sur le marché du travail canadien, notamment en ce qui a trait aux revenus et à l'existence (ou l'absence) de ce que nous appelons une « prime au bilinguisme ». Il est vrai que les revenus ne sont qu'un aspect parmi d'autres lorsqu'il s'agit des compétences linguistiques et de leurs effets sur le marché du travail. En effet, les compétences linguistiques peuvent influencer le choix de la profession, les possibilités d'emploi ou l'accès à la formation. Cependant, les revenus sont un bon point de départ, puisqu'il est probable qu'ils reflètent aussi les effets de la langue sur ces autres variables.

1.1.1 Christofides et Swidinsky

Louis N. Christofides et Robert Swidinsky ont à leur actif plusieurs études portant sur différents sujets relatifs au marché du travail canadien, dont des études sur les processus et les variables économiques déterminant les revenus d'emploi au Canada, la participation au bien-être social et le comportement du marché du travail, et les rendements économiques du bilinguisme. Parmi ces études, deux concernent directement les effets du bilinguisme sur les revenus.

© Le Conference Board du Canada, 2018

La première, parue en 1998, utilise les recensements de 1971, 1981 et 1991 pour évaluer les effets des compétences linguistiques sur les revenus annuels des Canadiens[1]. Les auteurs s'intéressent particulièrement à l'effet salarial de l'acquisition d'une deuxième langue, comme l'anglais au Québec et le français dans le reste du Canada, puisque les effets de l'acquisition d'une langue dominante (comme c'est le cas pour des nouveaux arrivants ne parlant pas la langue de leur pays d'accueil) ont déjà été amplement étudiés. La prémisse de base est que l'apprentissage d'une deuxième langue est un ajout au capital humain, comme l'est le fait d'étudier plus longtemps ou de poursuivre différentes formations. Apprendre une deuxième langue devrait donc avoir un effet sur la productivité du travail et, partant, sur les salaires. En utilisant différentes spécifications économétriques, les auteurs concluent que les avantages économiques (mesurés par les revenus d'emploi) du bilinguisme, par rapport au fait d'être anglophone unilingue, ont augmenté entre 1971 et 1991, tant au Québec que dans le reste du Canada. Cependant, les hommes anglophones (unilingues et bilingues) au Québec ont vu leurs revenus diminuer par rapport aux francophones du Québec et aux anglophones dans le reste du Canada. De plus, lorsque les auteurs étudient les données régionales au Canada hors Québec, ils constatent que l'effet du bilinguisme sur le revenu des hommes ne se fait sentir qu'en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Pour les femmes, les effets du bilinguisme hors Québec sont similaires à ceux des hommes. Enfin, les auteurs concluent que les gains du bilinguisme sont plus élevés pour les francophones du Québec que pour les anglophones du reste du Canada, ce qui peut s'expliquer par la situation minoritaire du français en Amérique du Nord. Tous les résultats de cette étude tiennent compte de l'expérience professionnelle, de la région du pays, de la situation urbaine-rurale, de l'état matrimonial, du niveau d'études, de la formation professionnelle, du statut de travailleur à temps plein, de la profession, de l'industrie et de la catégorie de travailleurs.

La deuxième étude de Christofides et Swidinsky, parue en 2008, s'appuie sur les résultats de l'étude précédente et examine les rendements économiques de l'acquisition et de l'utilisation d'une deuxième langue officielle au Canada[2]. L'étude se penche encore une fois sur la connaissance de l'anglais comme langue seconde au Québec et du français comme langue seconde dans le reste du Canada, mais avec des données plus récentes. Les auteurs s'intéressent aux francophones au Québec qui apprennent l'anglais et aux anglophones dans le reste du Canada qui apprennent le français parce que les anglophones au Québec et les francophones dans le reste du Canada sont presque tous bilingues.

Cette fois-ci, les auteurs évaluent aussi l'effet de l'utilisation de la seconde langue au travail, ce qui n'avait pas été fait auparavant dans la littérature. En effet, avant cette étude, les données disponibles au Canada ne permettaient pas de savoir si la deuxième langue officielle apprise était utilisée au travail. Cependant, le recensement de 2001 permet pour la première fois de savoir si un individu est bilingue et dans quelle mesure ce bilinguisme est utilisé au travail. L'objectif ici est de savoir si les effets de la connaissance d'une deuxième langue sur les revenus sont un reflet des habiletés générales d'un individu ou plutôt une conséquence directe de l'utilisation de cette langue au travail.

Ainsi, l'étude compare les revenus des individus unilingues, les revenus des individus bilingues qui n'utilisent que leur langue maternelle au travail et les revenus des individus bilingues qui utilisent les

[1] Christofides et Swidinsky, « Bilingualism and Earnings: A Study Based on 1971,1981 and 1991 Census Data ».
[2] Christofides et Swidinsky, *The Economic Returns to a Second Official Language: English in Quebec and French in the Rest-of-Canada.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

deux langues officielles au travail. L'échantillon retenu par les auteurs est restreint, pour le reste du Canada, aux individus dont la langue maternelle est l'anglais, qui sont nés au Canada, qui sont âgés de 15 à 64 ans, qui s'identifient comme unilingues anglophones ou bilingues anglais-français, qui ont au moins un diplôme ou certificat d'études secondaires et qui sont des salariés ayant travaillé à temps plein dans l'année 2000. Pour l'échantillon du Québec, les mêmes restrictions sont imposées, à l'exception de la langue maternelle, qui doit être le français, et des langues maîtrisées, qui doivent être le français seulement ou le français et l'anglais.

Dans cet échantillon retenu pour l'étude, au Canada hors Québec, le salaire annuel moyen des hommes bilingues est supérieur de 14,7 % à celui des hommes unilingues anglophones. De plus, au premier abord, l'utilisation du français au travail ne semble pas être une condition nécessaire pour obtenir cette prime. En effet, les hommes bilingues hors Québec n'utilisant que l'anglais au travail gagnent 15,2 % de plus que les hommes anglophones unilingues. Cependant, les hommes bilingues travaillant majoritairement en français gagnent 9,1 % de moins que leurs homologues unilingues. Ce dernier groupe ne fait l'objet que de très peu d'observations et ces cas sont sans doute uniques pour la plupart. Du côté des femmes, les statistiques sont semblables. Au Canada hors Québec, les femmes bilingues gagnent en moyenne 18,5 % de plus que les femmes unilingues. Ici aussi, l'utilisation du français n'est pas une condition nécessaire pour être mieux rémunérée. Les femmes bilingues travaillant uniquement en anglais gagnent en moyenne 18,3 % de plus que les femmes unilingues, tandis que les femmes bilingues travaillant majoritairement en français gagnent 4,1 % de plus que les femmes unilingues. Notons que seulement 6,7 % de l'échantillon des hommes dans le reste du Canada est bilingue, contre 8,7 % des femmes. Ces chiffres contrastent avec le Québec, où 59,2 % des hommes et 52,5 % des femmes de l'échantillon utilisé sont bilingues.

Après ces premières observations – qui ne tiennent pas compte des différences entre les travailleurs du point de vue de l'expérience professionnelle, de la situation urbaine-rurale, de l'état matrimonial, du niveau d'études et de la région du pays (pour le cas de l'échantillon du Canada hors Québec) –, les auteurs évaluent les effets de la connaissance et de l'utilisation d'une langue seconde, en contrôlant les facteurs mentionnés ci-dessus. Autrement dit, les auteurs estiment les effets du bilinguisme et de son utilisation à niveau égal d'études et d'expérience, à situation urbaine-rurale comparable, etc. Ils évaluent aussi, séparément, les effets du bilinguisme et de son utilisation en contrôlant la profession et le secteur d'activité.

En tout, les auteurs concluent qu'au Canada hors Québec, à niveau d'études et d'expérience professionnelle égal, avec une situation géographique comparable et en tenant compte de tous les autres facteurs, les hommes bilingues n'utilisant que l'anglais au travail peuvent s'attendre à des salaires moyens supérieurs de 3,8 % à ceux des hommes anglophones unilingues, tandis que ceux qui utilisent fréquemment le français au travail peuvent espérer un salaire supérieur de 5,4 % à celui des hommes unilingues. Les auteurs veillent à mentionner que cet écart peut être le résultat de l'apprentissage de la deuxième langue ou de traits non observables tels que l'habileté, les caractéristiques familiales et l'affirmation de soi, toutes choses pouvant entraîner à de meilleurs salaires. Les auteurs notent aussi que la différence de salaire lorsqu'on utilise le français au travail n'est pas statistiquement significative, c'est-à-dire que l'utilisation du français au travail ne contribue pas davantage aux revenus d'emploi que le seul fait d'apprendre le français. Lorsque les auteurs ajoutent des contrôles pour la profession et le

© Le Conference Board du Canada, 2018

secteur d'activité, ils ne trouvent aucun effet statistiquement significatif du bilinguisme sur les revenus. Christofides et Swindisky concluent alors que la langue n'a pas d'effet sur les salaires dans une industrie et une profession donnée, mais sur le choix de l'industrie et de la profession. En effet, cela est reflété dans l'échantillon utilisé, où les hommes ayant des compétences en français hors Québec sont surreprésentés dans des professions et des secteurs d'activité plus payants. Par exemple, 22,7 % des hommes bilingues utilisant seulement l'anglais au travail occupent un poste de gestion. De plus, 34,7 % des hommes de ce groupe occupent un emploi professionnel. Parmi les hommes bilingues utilisant fréquemment le français au travail, 29,3 % occupent un poste de gestion et 30,6 % un emploi professionnel. Les salaires annuels moyens dans ces deux types d'emploi sont bien plus élevés que la moyenne globale. En comparaison, seulement 17,1 % des hommes unilingues occupent un poste de gestion et 21,2 % un emploi professionnel.

Pour ce qui est des femmes bilingues au Canada hors Québec, et en gardant tous les autres facteurs constants, celles n'utilisant que l'anglais au travail ont un salaire supérieur de 6,6 % à celui des unilingues anglophones, tandis que celles utilisant le français au travail gagnent 9,3 % de plus que les unilingues. En revanche, l'écart entre les deux groupes bilingues n'est pas statistiquement significatif et, donc, l'utilisation du français ne génère pas davantage d'avantages pécuniaires que la seule connaissance de la langue. En ajoutant des contrôles pour la profession et le secteur d'activité, les auteurs constatent que la prime au bilinguisme existe toujours, tout en étant moindre. De plus, contrairement aux hommes, les femmes bilingues hors Québec (utilisant ou non le français au travail) ont accès à des emplois mieux rémunérés dans une même profession et secteur d'activité que les unilingues.

Au Québec, les auteurs trouvent les résultats prévus. Les avantages économiques à apprendre l'anglais au Québec sont présents tant chez les femmes que chez les hommes, même lorsqu'on contrôle la profession et le secteur d'activité. De plus, le fait d'utiliser l'anglais au travail augmente l'écart salarial avec les bilingues qui n'utilisent pas l'anglais au travail, tant pour les femmes que pour les hommes. Les auteurs estiment que ce n'est pas seulement le fait d'utiliser l'anglais au travail qui explique cet écart, mais aussi le fait que l'anglais est plus demandé au Québec que le français dans le reste du Canada.

Les auteurs concluent que c'est en raison de la demande limitée que connaît le français en dehors du Québec que la prime au bilinguisme dans le reste du Canada se concentre sur la connaissance et non sur l'utilisation du français. La connaissance d'une deuxième langue signalerait aux employeurs la présence de caractéristiques non observables ayant des effets positifs sur la productivité du travail, comme l'habileté, la persévérance, les facultés cognitives et la qualité de l'éducation.

1.1.2 Lévesque

Jean-Marc Lévesque (1989)[3] se penche aussi sur le bilinguisme et le revenu du travail et tente d'évaluer l'effet des connaissances linguistiques sur les différences salariales entre individus bilingues et unilingues au Canada. L'étude, qui s'appuie sur données du recensement de 1986, vise trois centres urbains, Montréal, Toronto et Ottawa-Hull, en raison de la taille de leur population bilingue. Comme chez Christofides et Swidinsky, les différences salariales entre les groupes linguistiques dans les trois

[3] Lévesque, « Le bilinguisme et le revenu du travail ».

© Le Conference Board du Canada, 2018

métropoles ne s'expliquent pas que par la langue, mais plutôt par un ensemble de facteurs, dont l'âge, le sexe, le niveau et le domaine d'études et la profession. Par exemple, l'auteur note que dans le recensement, le salaire moyen des travailleurs de moins de 35 ans est beaucoup plus faible que celui des travailleurs de plus de 35 ans. Donc, à Montréal, où les anglophones unilingues sont plus âgés que les anglophones bilingues, le salaire des unilingues est plus élevé que celui des salariés bilingues. D'où l'importance d'isoler les effets de la langue des autres caractéristiques. À la fin, l'auteur note que les travailleurs bilingues à Montréal et à Ottawa-Hull touchent des salaires moyens plus élevés que les travailleurs unilingues, en tenant compte des effets de l'âge, du sexe, du niveau d'études, de la profession et du secteur d'activité. Cependant, l'analyse ne permet pas de conclure que c'est le bilinguisme qui explique cet écart, puisqu'il pourrait résulter d'autres variables, comme l'expérience professionnelle, l'adhésion syndicale et le domaine d'études.

1.1.3 Autres études empiriques

Un quatrième rapport examiné ici, un essai d'Alex Armstrong (2004)[4], examine le rendement pécuniaire du bilinguisme au Canada. L'accent est mis sur l'identification des groupes de travailleurs qui ont le plus à gagner à être bilingues. L'auteur cherche à identifier les industries et les régions du pays où il est payant d'être bilingue. Tout comme dans les études présentées ci-dessus, la qualité du bilinguisme (ou le degré de maîtrise de la deuxième langue officielle) est subjective et très difficile à mesurer. Par conséquent, on en fait abstraction. Parmi les résultats, l'auteur constate que la prime associée au bilinguisme est supérieure pour les femmes (dans l'ensemble du pays) et que les travailleurs des secteurs public et privé (en excluant l'éducation et la santé) obtiennent une prime plus élevée que ceux du secteur parapublic (éducation et santé). L'auteur conclut aussi que les revenus sont plus sensibles à la maîtrise des langues officielles au Québec qu'ailleurs au Canada. En d'autres mots, l'auteur estime qu'être bilingue à un effet positif sur le revenu d'emploi au Québec, mais que l'effet est nul dans le reste du Canada.

On trouve dans la littérature d'autres études empiriques visant à déterminer les avantages économiques des compétences linguistiques des Canadiens. Nous ne les présentons pas ici soit parce qu'elles datent déjà de plusieurs années, soit parce qu'elles sont à la base des études présentées ici et que leurs conclusions ne sont pas, somme toute, différentes. Parmi ces études figurent celles de Gilles Grenier et François Vaillancourt (1982)[5], Gilles Grenier (1987)[6], David E. Bloom et Gilles Grenier (1992)[7], François Vaillancourt (1992)[8], Barry R. Chiswick et Paul W. Miller (1995)[9] et Daniel M. Shapiro et Morton Stelcner (1997)[10].

[4] Armstrong, *The Returns to Bilingualism in the Canadian Labour Market.*
[5] Grenier et Vaillancourt, *An Economic Perspective on Learning a Second Language.*
[6] Grenier, « Earnings by Language Group in Quebec in 1980 and Emigration from Quebec Between 1976 and 1981 ».
[7] Bloom et Grenier, « Economic Perspective on Language: The Relative Value of Bilingualism in Canada and the United States ».
[8] Vaillancourt, « An Economic Perspective on Language and Public Policy in Canada and the United States ».
[9] Chiswick et Miller, « The Endogeneity Between Language and Earnings ».
[10] Shapiro et Stelcner, « Language and Earnings in Quebec: Trends Over Twenty Years, 1970-1990 ».

© Le Conference Board du Canada, 2018

1.2 Autres études et cas canadiens

En plus des études empiriques, qui se ressemblent et arrivent à des conclusions similaires, il existe une abondante littérature qui documente la valeur des compétences linguistiques au Canada. Notamment, une revue de la littérature conduite par Patrimoine canadien en 2016[11] met en évidence une enquête du Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) qui, en utilisant les données du recensement de 2006, conclut que le taux d'emploi est plus élevé chez les travailleurs bilingues (anglais-français) que chez les travailleurs unilingues. Le CCA conclut aussi, en utilisant les données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, qu'au Québec, le salaire des Canadiens bilingues est supérieur de 37 % à celui des unilingues, tandis que dans le reste du Canada, le salaire moyen annuel des bilingues est supérieur à celui des unilingues de près de 15 %[12].

Une autre étude, menée en 2013 par Gilles Grenier et Serge Nadeau, examine les effets de l'utilisation de l'anglais ou du français au travail à Montréal en utilisant des données du recensement de 2006[13]. Avec un échantillon de quelque 200 000 travailleurs adultes, hommes et femmes, ayant travaillé à temps plein à Montréal depuis au moins un an, les auteurs constatent qu'il existe pour les francophones et les allophones des motivations économiques à apprendre et à utiliser l'anglais au travail.

Une autre étude recensée dans la revue de littérature de Patrimoine canadien, conduite par André Bernard, Ross Finnie et Benoît St-Jean en 2008, porte sur la mobilité interprovinciale au Canada[14]. Les auteurs estiment qu'il est trois fois plus probable que les francophones du Canada hors Québec déménagent dans une autre province et dix fois plus probable que les anglophones du Québec déménagent dans une autre province (par rapport aux autres Canadiens) pour des raisons économiques. Bernard *et al.* notent que même si la migration interprovinciale a des effets positifs sur les revenus et la productivité au pays, elle a aussi tendance à augmenter les disparités provinciales en ce qui concerne les compétences et le capital humain.

De leur côté, Pierre-Marcel Desjardins et David Campbell (2015) ont choisi une approche microéconomique et ils réussissent à démontrer que le taux élevé de bilinguisme au Nouveau-Brunswick a des avantages économiques pour certains secteurs spécifiques[15]. Ainsi, les effets positifs du bilinguisme au Nouveau-Brunswick sont notables dans les services administratifs, les centres d'appels, la finance et les assurances, les échanges commerciaux interprovinciaux et internationaux, le tourisme, l'éducation, l'immigration et les services linguistiques. De plus, les auteurs constatent que plusieurs acteurs du secteur privé engagent davantage de bilingues que l'administration publique fédérale, provinciale et municipale.

Une autre perspective nous est offerte par un sondage Ipsos de 2008[16] qui confirme l'idée que la demande de compétences bilingues par les employeurs est une des motivations clés pour les étudiants canadiens qui choisissent des cheminements permettant l'apprentissage et la maîtrise des deux langues

[11] Patrimoine canadien, *Avantages économiques du bilinguisme.*
[12] Conseil canadien sur l'apprentissage, *Do You Speak English? Les avantages du bilinguisme au Canada.*
[13] Grenier et Nadeau, « English as the Lingua France and the Economic Value of Other Languages ».
[14] Bernard, Finnie et St-Jean, « Interprovincial Mobility and Earnings ».
[15] Desjardins et Campbell, *Deux langues, c'est bon pour les affaires.*
[16] Ipsos, *Survey of Supervisors of Bilingual Employees.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

officielles. Le sondage confirme aussi que les employeurs considèrent le bilinguisme comme un atout pour leurs employés et qu'ils favorisent les candidats bilingues. De plus, 81 % des superviseurs interrogés ont répondu croire que les employés bilingues sont des atouts de valeur pour leur entreprise. Dans le même ordre d'idées, le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) en est venu à des conclusions similaires au terme d'un sondage Web en 2013[17]. En effet, celui-ci révèle que plus de la moitié des dirigeants d'entreprise canadiens croient que les travailleurs bilingues sont mieux adaptés au marché du travail que les travailleurs unilingues. Un dernier sondage du CCA donne à penser que le bilinguisme est un atout dans les professions des milieux d'affaires, de l'administration, du tourisme, des sports et loisirs et de la vente.

Encore du côté des employeurs, Workopolis (2015) constate que parmi les annonces d'offres d'emploi au Canada, seulement 8,8 % demandent que les candidats soient bilingues anglais-français[18]. Cette analyse mentionne aussi que l'offre et la demande de travailleurs bilingues varie énormément d'une région à l'autre du pays, ainsi que d'une profession et d'un secteur d'activité à l'autre. Ainsi, les cinq villes canadiennes où les candidats bilingues auraient le plus grand avantage seraient Toronto, Guelph, Montréal, Kitchener et Fredericton. L'avantage des bilingues dans les villes ontariennes résulterait d'une offre moins élevée que la demande (la rareté de candidats bilingues fait augmenter leur valeur), tandis que leur avantage à Montréal ou Fredericton est quelque peu affaibli en raison de l'offre très élevée (plus de candidats bilingues se disputent les mêmes postes). Pour ce qui est des secteurs d'activité, les bilingues auraient un avantage dans la finance et la comptabilité, les technologies de l'information, les ressources humaines, la vente et le marketing. Dans ces secteurs, les postes où les bilingues auraient le plus grand avantage compétitif seraient ceux de l'administration de la facturation, du recouvrement, de l'administration des finances, du service à la clientèle et du conseil en ressources humaines.

Enfin, Le Conference Board du Canada n'est pas en reste. Alan Arcand (2013)[19] étudie comment les retombées économiques attribuables aux individus bilingues peuvent se répercuter au niveau macroéconomique, l'hypothèse étant que les provinces ayant des taux élevés de bilinguisme sont en mesure de faire affaire avec plus de pays que les autres. Il estime ainsi qu'en 2011, les compétences bilingues au Québec et au Nouveau Brunswick ont permis d'augmenter les importations et exportations canadiennes de 3,3 G USD.

1.3 Ailleurs dans le monde

Nous nous attardons peu sur les effets du bilinguisme sur le marché du travail ailleurs qu'au Canada, car la situation linguistique et culturelle canadienne est particulièrement unique. Par exemple, aux États-Unis, même s'il n'y a pas de langue officielle au niveau fédéral, l'anglais est la langue prédominante et les individus qui apprennent une deuxième langue sont souvent des immigrants apprenant l'anglais, ce qui est très différent de la situation canadienne, où il existe une dualité linguistique, tant géographique que culturelle.

Un cas intéressant est celui du pays de Galles. Andrew Henley et Rhian Eleri Jones[20] débutent leur étude de 2003 en affirmant que les études sur le bilinguisme trouvent souvent que les bilingues sont plutôt

[17] Conseil canadien sur l'apprentissage, *Do You Speak English? Les avantages du bilinguisme au Canada.*
[18] Workopolis, *Thinkopolis VII: How Relevant is Bilingualism to Your Career in Canada in 2015.*
[19] Arcand, *Le Canada, le bilinguisme et le commerce.*
[20] Henley et Jones, *Earnings and Linguistic Proficiency in a Bilingual Economy.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

pénalisés sur le marché du travail en raison de l'effet négatif que peut avoir l'apprentissage d'une deuxième langue sur la maîtrise de la langue dominante. Cependant, lorsqu'il y une pression à la hausse sur les salaires des bilingues, elle ne tient pas nécessairement à une productivité du travail plus élevée, mais plutôt au coût du respect des lois. Ce serait le cas si la demande de travailleurs bilingues est élevée, car il faut respecter la réglementation (c.-à-d. quotas d'emploi), et l'offre faible (en cas de minorité linguistique). D'ailleurs, les auteurs constatent que l'utilisation du gallois ne produit pas d'avantage économique en soi, mais que les bilingues anglais-gallois obtiennent une prime salariale brute de 8 à 10 % au pays de Galles. Cependant, à niveau d'études et à profession égale, les bilingues ont une rémunération moindre que celle des anglophones unilingues. D'après les auteurs, la prime brute s'explique entièrement par un effet de sélection : le choix de l'apprentissage d'une deuxième langue serait endogène aux récompenses monétaires. En d'autres mots, le bilinguisme n'augmente pas les capacités des individus et, donc, n'est pas la cause d'une rémunération plus élevée. C'est plutôt que les individus font le choix de devenir bilingues parce qu'ils savent qu'ils auront alors accès à des emplois mieux rémunérés. Un autre résultat corrobore cette conclusion : les auteurs constatent que la prime au bilinguisme est moins importante pour ceux qui utilisent le gallois au travail que pour les bilingues dont le lieu de travail est unilingue. Cela donne à penser que les travailleurs bilingues ne sont pas nécessairement plus productifs, mais que les employeurs préfèrent les employés bilingues, peut-être en partie pour se conformer aux réglementations gouvernementales.

Ailleurs, aux États-Unis, dans un rapport publié par le *Policy Information Center*, Patricia Gándara se penche sur les effets du bilinguisme sur le marché du travail américain[21]. Ce rapport est en fait un recensement de la littérature américaine sur le sujet. Plus particulièrement, il est question de Joseph P. Robinson-Cimpian (2014), qui constate l'existence d'une pénalité financière pour les hommes bilingues (espagnol-anglais) sur le marché du travail (effet inexistant chez les femmes)[22]. Il est aussi question d'Amado Alarcón, Antonio Di Paolo, Josiah Heyman et Maria Cristina Morales (2014), qui, étonnamment, constatent que même dans les emplois où l'on pourrait s'attendre à des primes au bilinguisme (agents frontaliers, agents de sécurité et personnel de santé), il existe une pénalité salariale pour les bilingues[23]. Ces auteurs formulent l'hypothèse d'un plafond de verre pour les bilingues (espagnol-anglais) aux États-Unis qui expliquerait ces résultats. Ce plafond de verre serait le résultat de la discrimination que subissent les groupes ethniques minoritaires (et dont la langue maternelle n'est pas l'anglais) sur le marché du travail. L'accès plus restreint à des possibilités d'études postsecondaires pourrait aussi expliquer en partie ces résultats. Alarcón *et al.* concluent que les employeurs américains ne voient pas le bilinguisme comme une compétence acquise, mais plutôt comme un trait hérité : il résulterait du fait d'être né dans une famille immigrante et ne serait pas une compétence dont l'acquisition demande un effort. Il n'y aurait donc aucune raison de récompenser cette compétence. Ces auteurs concèdent qu'il existe peut-être des différences dans la maîtrise de l'anglais chez les hispanophones bilingues et que l'anglais de certains immigrants ou de leurs enfants pourrait être de moins bonne qualité que celui des anglophones unilingues.

[21] Gándara, *Is There Really a Labor Market Advantage to Being Bilingual in the U.S.?*
[22] Robinson-Cimpian, « Labor Market Differences Between Bilingual and Monolingual Hispanics ».
[23] Alarcón, Di Paolo, Heyman, and Morales, « The Occupational Location of Spanish-English Bilinguals in the New Information Economy: The Health and Criminal Justice Sector in the U.S. Borderlands with Mexico ».

© Le Conference Board du Canada, 2018

Cependant, M[me] Gándara recense aussi des études plus récentes examinant non seulement le bilinguisme, mais aussi la *bi-alphabétisation*. Ainsi, Orhan Agirdag (2014) constate que les jeunes bilingues hispanophones gagnent plus que les jeunes unilingues[24]. De même, Lucrecia Santibañez et Maria Estela Zárate (2014) estiment, à partir d'un échantillon composé d'individus dans la vingtaine, qu'il est plus probable que les hispanophones bilingues poursuivent des études universitaires que les unilingues (anglophones ou hispanophones) et les bilingues hispanophones maîtrisant moins bien l'anglais[25].

Nous finissons ce chapitre en résumant une étude de Gianmarco Ottaviano et Giovanni Peri (2005). Cette étude se penche sur la diversité culturelle aux États-Unis, mesurée par la variété de langues parlées par les résidents des villes américaines, et ses effets sur la productivité[26]. Ces auteurs concluent, en utilisant les recensements de 1970 à 1990, que les salaires des travailleurs nés aux États-Unis sont systématiquement supérieurs, toutes choses étant égales par ailleurs, dans les villes où la diversité culturelle est plus élevée. Les auteurs estiment que les effets positifs sur la productivité profitent surtout aux travailleurs plus instruits et aux travailleurs de race blanche. Finalement, les auteurs montrent que les travailleurs dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, mais qui maîtrisent bien cette langue, sont ceux qui contribuent le plus à la productivité des travailleurs nés aux États-Unis.

[24] Agirdag, « The literal cost of language assimilation for the children of immigration: The Effects of Bilingualism on Labor Market Outcomes ».
[25] Santibañez et Zárate, « Bilinguals in the U.S. and college Enrollment ».
[26] Ottaviano et Peri, *Cities and Cultures.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

2. Un portrait économique des bilingues au Canada

Résumé du chapitre

- Au Canada, les bilingues représentent un cinquième des travailleurs, sont plus nombreux à faire des études universitaires, ont des salaires plus élevés et un taux de chômage plus faible que les individus unilingues.
- Hors Québec, les bilingues représentent 10 % des travailleurs et ont des salaires moyens généralement plus élevés que les anglophones unilingues.
- Hors Québec, les bilingues sont plus nombreux à faire des études universitaires dans chacune des provinces, mais ils sont presque toujours moins nombreux à avoir un diplôme ou un certificat collégial[27].
- Plus d'un tiers des travailleurs bilingues hors Québec travaillent dans l'administration publique, les services d'enseignement ou les soins de santé et l'assistance sociale.
- En 2016, 17 600 bilingues hors Québec travaillaient dans les services juridiques, soit 1,1 % des travailleurs bilingues hors Québec et 14 % des travailleurs des services juridiques hors Québec.
- Les données et résultats présentés dans ce chapitre sont complétés avec un sondage dont les résultats sont présentés au chapitre 3. Ce sondage porte seulement sur les travailleurs bilingues hors Québec et nous donne, entre autres, un aperçu de la valeur perçue du bilinguisme.

Ce chapitre utilise les données des recensements canadiens de 2006 et 2016 pour dresser un portrait de la situation économique des bilingues au Canada. Les données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 n'ont pas été retenues pour des raisons méthodologiques. De plus, notre analyse porte seulement sur les provinces, puisqu'il y a peu de bilingues dans les territoires. Dans la grande majorité des cas, les proportions et pourcentages présentés ici resteraient les mêmes avec ou sans les données sur les territoires. Notons aussi que les données de recensement sont autodéclarées. Cela implique que ce sont les répondants eux-mêmes qui se considèrent bilingues et que nous ne portons pas de jugement sur les différents niveaux de maîtrise des deux langues officielles. Nous commençons ce chapitre avec un portrait global des bilingues canadiens, suivi d'une analyse des bilingues hors Québec seulement. Chacune de ces sections se penche sur le niveau d'études, les revenus d'emploi et les secteurs d'activité des bilingues.

2.1 Le bilinguisme au Canada

Au Canada, parmi les 28,6 millions de personnes âgées de 15 ans et plus en 2016, quelque 5,4 millions se considéraient bilingues, soit presque 19 % de la population en âge de travailler. Si l'on prend

[27] Notons que la variable étudiée ici est le plus haut niveau d'études atteint. Ainsi, tout individu qui a terminé un programme collégial et un programme universitaire ne sera recensé que dans la catégorie « diplôme ou certificat universitaire ».

© Le Conference Board du Canada, 2018

seulement les individus ayant un emploi, cette proportion passe à 20,4 %. C'est-à-dire que plus d'un cinquième des travailleurs canadiens étaient bilingues en 2016. Cette proportion a très légèrement augmenté par rapport à 2006, année où 20,3 % des travailleurs canadiens étaient bilingues (voir le tableau 1).

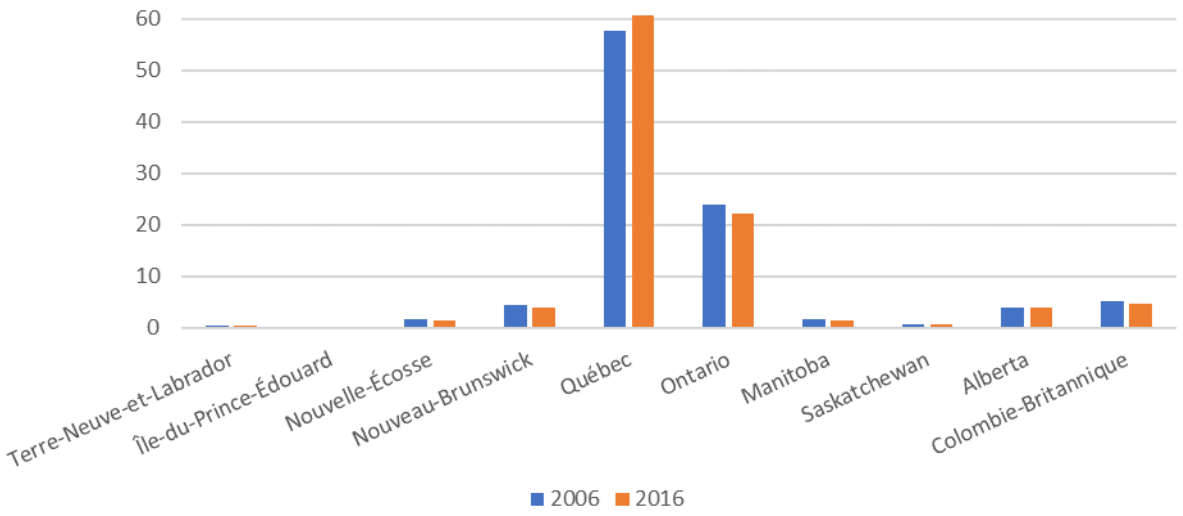
Tableau 1. Les bilingues : un cinquième des travailleurs canadiens

	Population bilingue de 15 ans et plus	Part de la population 15 ans et plus (%)	Personnes bilingues occupées	Part des personnes occupées (%)
2006	4 814 880	18.9	3 687 250	20,3
2016	5 420 720	18.9	4 175 885	20,4

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Sans surprise, les bilingues canadiens vivent majoritairement au Québec (60 %), mais aussi en Ontario, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. Cela donne à penser que le bilinguisme est plus présent chez les individus francophones que chez les anglophones. Une étude de l'évolution du bilinguisme au Canada entre 1961 et 2011 conduite par Statistique Canada corrobore cette idée, en plus de conclure que le bilinguisme est aussi plus répandu dans les enclaves où la langue principale est minoritaire tout en étant une langue officielle, comme c'est le cas des francophones vivant hors Québec et des anglophones vivant au Québec[28]. La figure 1 illustre la répartition géographique des bilingues canadiens en âge de travailler.

Figure 1. Les bilingues canadiens vivent majoritairement au Québec et en Ontario *(répartition géographique des bilingues canadiens de 15 ans et plus, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

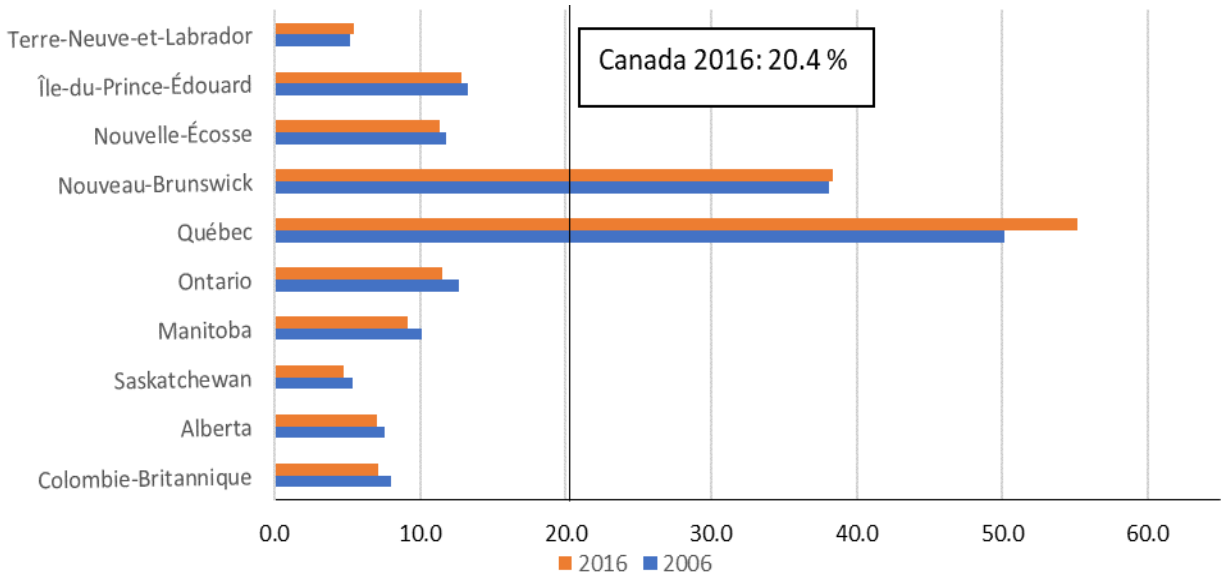
Ce portrait change un peu lorsque l'on ne s'intéresse pas à la répartition géographique des bilingues, mais plutôt à la part de la population de 15 ans et plus de chaque province qui maîtrise les deux langues

[28] Lepage et Corbeil, *L'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada de 1961 à 2011.*

officielles. Ainsi, en 2016, plus d'un tiers des 15 ans et plus du Nouveau-Brunswick étaient bilingues, 10,9 % l'étaient en Ontario et 8,5 % au Manitoba. Au Québec, 49,5 % des 15 ans et plus étaient bilingues.

Du côté de l'emploi, le portrait est similaire : en 2016, 55,2 % des employés québécois étaient bilingues, contre 38,4 % des employés néo-brunswickois et 11,5 % des employés ontariens. La figure 2 illustre la proportion d'employés bilingues par province en 2006 et en 2016.

Figure 2. Le taux de bilinguisme est très élevé au Québec et au Nouveau-Brunswick *(part des travailleurs bilingues sur l'ensemble des travailleurs par province, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Il est tout de suite apparent que le taux de travailleurs bilingues par province n'a que très peu varié au cours de la décennie séparant les recensements de 2006 et 2016. À l'exception du Québec, la proportion de travailleurs bilingues a changé de 1,1 point de pourcentage ou moins, en valeur absolue, dans chacune des provinces canadiennes. Au Québec, le taux de travailleurs bilingues a augmenté de 5 points de pourcentage entre les deux recensements. Cela nous amène à croire que la légère augmentation du taux d'employés bilingues au Canada s'est faite principalement chez les individus ayant le français comme première langue, puisque le français est la langue maternelle prédominante au Québec. Cette observation repose aussi sur la littérature examinée au chapitre 1.

2.1.1 Éducation

Au Canada, les données indiquent que les individus bilingues atteignent des niveaux d'études plus élevés que les unilingues anglophones ou francophones. En effet, selon les données de 2016, 20,4 % des individus bilingues âgés de 15 ans et plus étaient au plus titulaires d'un baccalauréat universitaire, 7,6 % d'une maîtrise et 1,5 % d'un doctorat. Parmi les anglophones, 15,8 % étaient titulaires d'un baccalauréat, 4,4 % d'une maîtrise et 0,7 % d'un doctorat. Quant aux francophones, 6,7 % étaient titulaires d'un baccalauréat, 1,4 % d'une maîtrise et 0,2 % d'un doctorat (tableau 2). Notons cependant que, par rapport aux anglophones, il y a proportionnellement moins de bilingues au Canada ayant

© Le Conference Board du Canada, 2018

obtenu, au plus, un certificat ou diplôme collégial. En effet, 20,5 % des anglophones canadiens ont atteint ce niveau d'études, alors que cette part se situe à 19,7 % pour les bilingues.

Tableau 2. Les bilingues sont plus instruits *(niveau d'études par maîtrise des langues officielles, pourcentage, 2016)*

	Collège ou cégep	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Autres post-baccalauréat	Tous certificats et diplômes universitaires
Anglophones	20,6	15,5	4,4	0,7	1,5	25,8
Francophones	14,3	15,8	1,4	0,2	0,9	12,2
Bilingues	19,7	20,4	7,6	1,5	2,7	36,6

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

À l'opposé, les anglophones et les francophones sont plus nombreux à avoir arrêté leurs études plus tôt. Ainsi, 12 % des bilingues n'ont pas terminé leurs études secondaires, alors que cette part est de 17,2 % chez les anglophones et 29,7 % chez les francophones.

2.1.2 Revenus d'emploi

Les bilingues canadiens semblent aussi avoir des revenus plus élevés que les anglophones et que les francophones unilingues, bien que la différence entre le revenu médian des bilingues et des anglophones ne soit pas très marquée. Ainsi, en 2016, les travailleurs bilingues canadiens avaient un revenu médian de 42 324 $, alors que les anglophones gagnaient 41 228 $ et les francophones 33 611 $. La situation était similaire en 2006, année où les travailleurs bilingues avaient un revenu médian de 32 646 $, les anglophones de 31 494 $s et les francophones de 27 055 $.

De plus, les bilingues canadiens semblent participer davantage à l'économie canadienne, comme en témoignent leurs taux de participation et de chômage en 2006 et en 2016. En effet, les bilingues avaient le taux de participation le plus élevé parmi les trois groupes examinés ici (unilingues anglophones, unilingues francophones et bilingues) et le taux de chômage le plus faible en 2016. En 2006, le taux de participation des bilingues était le plus élevé et leur taux de chômage le plus faible, au même niveau que celui des anglophones (voir tableau 3).

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 3. Les bilingues participent au marché du travail *(taux de participation et de chômage, pourcentage)*

	Taux de participation 2006	Taux de participation 2016	Taux de chômage 2006	Taux de chômage 2016
Anglophones	67,6	65,8	6,4	7,9
Francophones	59,7	56,2	7,3	7,8
Bilingues	72,6	71,7	6,4	7,0

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

2.1.3 Secteurs d'activité

Les données des recensements nous indiquent aussi les secteurs d'activité dans lesquels les bilingues sont concentrés. Nous utilisons ici le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour identifier les différents secteurs de l'économie qui emploient les travailleurs bilingues. Ce système sert à « fournir des définitions communes de la structure industrielle des trois pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)[29,30] ».

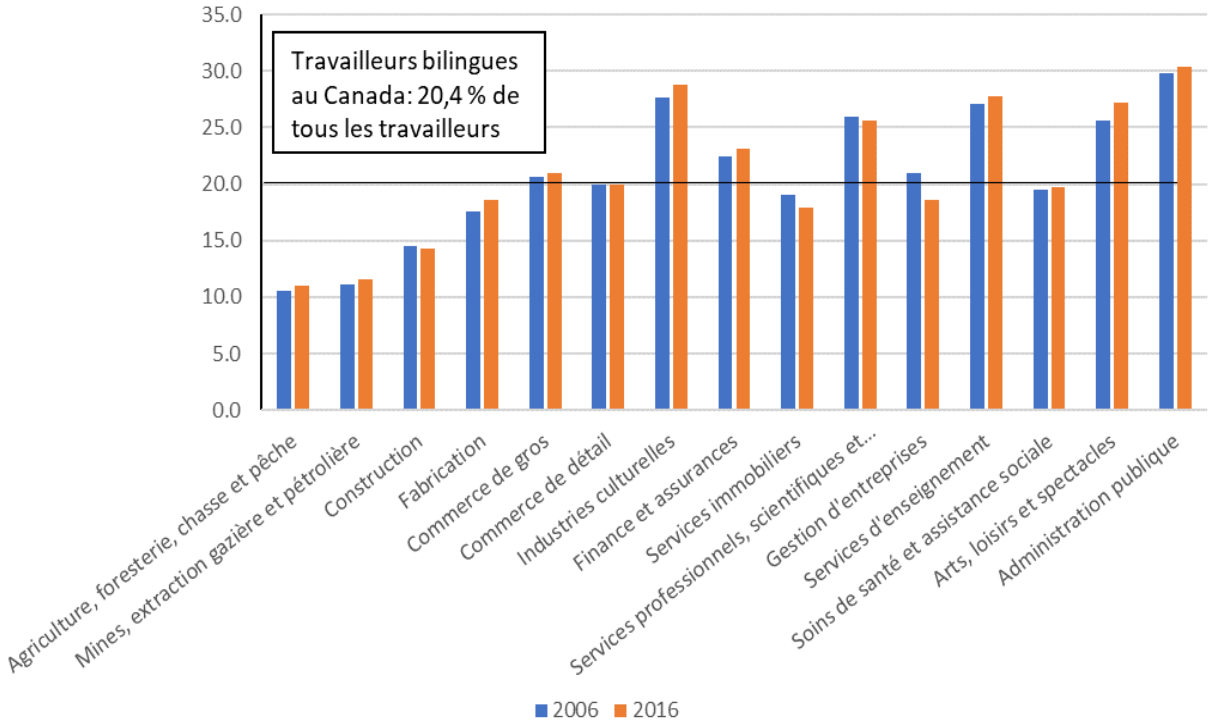
Ainsi, à la grandeur du pays, les bilingues semblent travailler principalement dans les soins de santé et l'assistance sociale (10,3 % des travailleurs bilingues), le commerce de détail (10,5 %), les services d'enseignement (9,4 %), l'administration publique (8,8 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (8,1 %).

Ce qui est peut-être plus intéressant cependant, c'est de constater que les bilingues sont surreprésentés dans l'administration publique, les industries culturelles, le commerce de gros, les services d'enseignement, les arts, spectacles et loisirs, les services professionnels, scientifiques et techniques, et la finance et les assurances. Autrement dit, la part des bilingues dans l'ensemble de ces secteurs d'activité est plus élevée que leur part dans l'ensemble des travailleurs (20,4 %). La figure 3 illustre ces données. À l'opposé, les bilingues sont sous-représentés dans les industries du secteur primaire (agriculture, foresterie, chasse et pêche, ainsi que dans le secteur minier) et dans la construction, entre autres.

[29] Statistique Canada, *Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012.*
[30] Pour le moment les codes SCIAN ne sont pas affectés par le nouvel Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC)

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 3. Les travailleurs bilingues sont surreprésentés, entre autres, dans l'administration publique
(poids des travailleurs bilingues par industrie, pourcentage)



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada[31].

Ces données expliquent peut-être, du moins en partie, les différences salariales entre les bilingues et les individus unilingues au pays. En effet, les travailleurs bilingues sont surreprésentés dans des secteurs d'activité généralement associés à des emplois plus payants, comme l'administration publique et la finance. À titre comparatif, 69,3 % des travailleurs canadiens sont anglophones, mais seulement 61,8 % des travailleurs canadiens dans l'administration publique sont anglophones.

2.2 Le bilinguisme canadien hors Québec

Le bilinguisme au Québec est bien documenté et la littérature résumée au chapitre 1 décrit bien quelques-uns des avantages d'être bilingue au Québec, notamment l'accès au restant du marché nord-américain. Nous nous intéressons donc à présent au bilinguisme canadien hors Québec. Même si nous savons que les bilingues sont beaucoup moins nombreux dans le reste du Canada, comme le montre la section 2.1, il demeure néanmoins intéressant et important de dresser leur portrait socio-économique.

Ainsi, en 2016, au Canada hors Québec, on trouvait quelque 2,1 millions d'individus bilingues en âge de travailler, soit 9,7 % des Canadiens hors Québec âgés de 15 et plus. Cela constitue une légère hausse par rapport aux 2 millions de bilingues recensés en 2006. Cependant, et à l'opposé du bilinguisme pancanadien, la part des bilingues hors Québec a légèrement diminué entre 2006 et 2016, tant dans la

[31] Dans ce rapport, nous utilisons la classification industrielle de Statistique Canada pour identifier les secteurs d'activité des travailleurs canadiens. Dans les figures et tableaux nous présentons les industries dans le même ordre que Statistique Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

population en âge de travailler que parmi les travailleurs, et cela malgré une augmentation du nombre absolu de bilingues de 15 ans et plus et du nombre de travailleurs bilingues hors Québec au cours de cette même période. Le tableau 4 illustre ces données.

Tableau 4. Les bilingues hors Québec

	Bilingues de 15 ans et plus	Part de la population de 15 ans et plus (%)	Bilingues occupés	Part des personnes occupées (%)
2006	2 041 310	10,5	1 569 415	11,3
2016	2 136 500	9,7	1 620 440	10,3

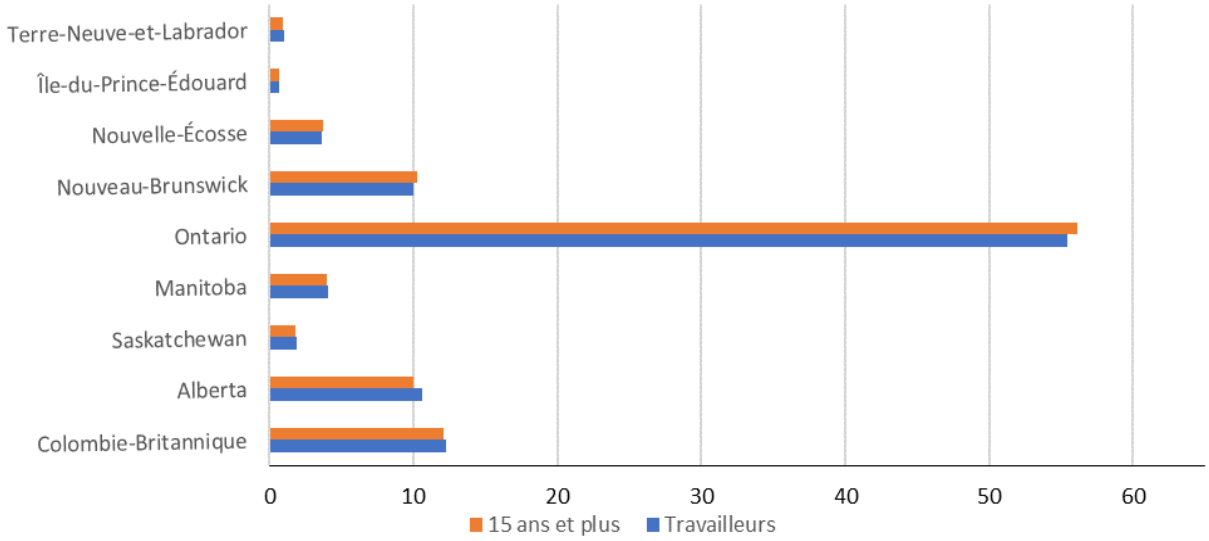
Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Bien que plus de 20 % des travailleurs canadiens soient bilingues, on remarque que cette proportion tombe à 10,3 % lorsqu'on restreint les données au Canada hors Québec seulement. Cela pourrait être indicatif du fait que, dans une économie bilingue, il y a plus d'avantages économiques à apprendre la langue dominante que la langue minoritaire. En effet, on peut imaginer qu'un francophone québécois perçoive plus de possibilités économiques à apprendre l'anglais qu'un anglophone albertain en percevrait à apprendre le français (cette idée est soulignée dans la littérature examiné au chapitre 1). Ceci étant dit, la plus faible prévalence du bilinguisme au Canada hors Québec s'explique en grande partie par la situation minoritaire du français en Amérique du Nord.

En examinant la répartition géographique des bilingues au Canada hors Québec, on n'est guère surpris, alors, que 56,1 % des bilingues de 15 ans et plus vivent en Ontario, 12,1 % en Colombie-Britannique et 10,3 % au Nouveau-Brunswick. À l'inverse, très peu de bilingues vivent à l'Île-du-Prince-Édouard (0,7 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (0,9 %) ou en Saskatchewan (1,8 %). Si l'on prend les travailleurs, les données ne varient que très peu. La figure 4 montre la répartition géographique de l'ensemble des bilingues hors Québec, ainsi que celle des travailleurs.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 4. Les bilingues hors Québec vivent et travaillent majoritairement en Ontario *(répartition géographique des bilingues hors Québec, pourcentage, 2016)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

2.2.1 Éducation

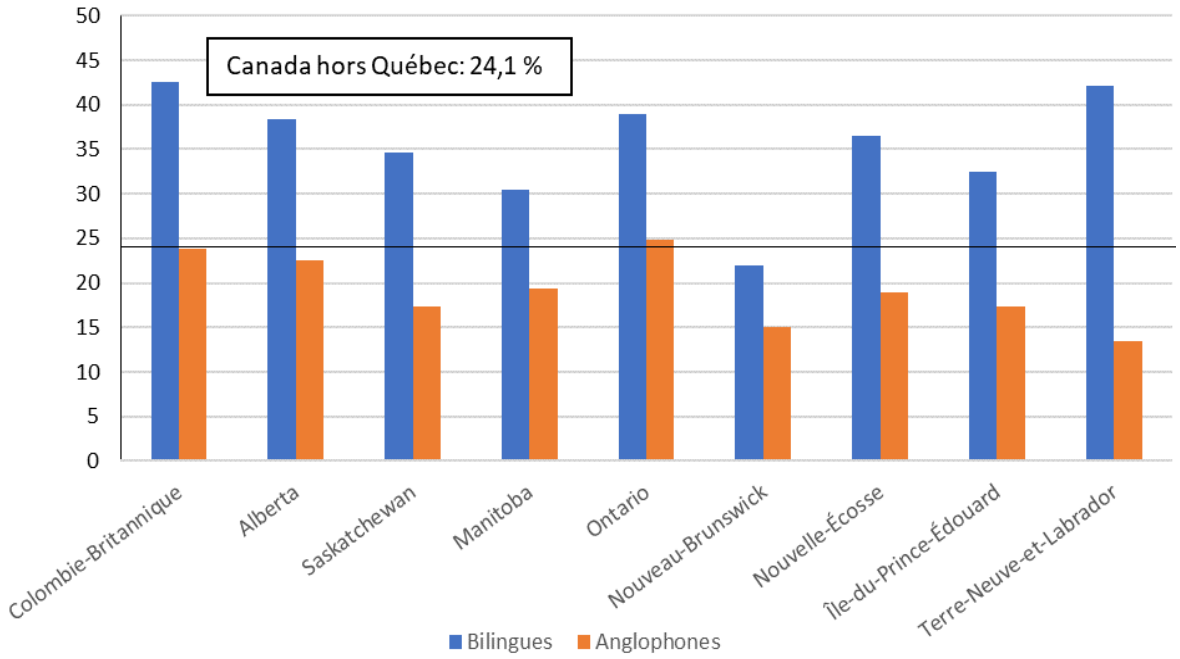
Tout comme les bilingues pancanadiens, ceux du Canada hors Québec obtiennent des diplômes universitaires à un taux plus élevé que la moyenne. En 2016, 24,1 % de la population de 15 ans et plus hors Québec avait au minimum un baccalauréat. Chez les bilingues cette proportion montait à 37,1 %, alors que chez les unilingues anglophones, elle était de 23,1 %. Ce constat est vrai dans chacune des provinces prises individuellement : plus de bilingues que d'unilingues anglophones obtiennent des diplômes universitaires dans chacune des provinces. Au Québec, plus de bilingues que de francophones unilingues obtiennent des diplômes universitaires. Pour ce qui est des études collégiales, les bilingues hors Québec sont proportionnellement moins nombreux à avoir obtenu, au plus, un certificat ou un diplôme collégial[32]. En effet, en 2016, 19,9 % des 15 ans et plus au Canada hors Québec avaient arrêté leurs études après avoir terminé un programme collégial, alors que cette proportion était de 20,6 % chez les anglophones et de 17,6 % chez les bilingues.

Ces proportions ont augmenté par rapport à 2006, année où seulement 18,7 % des 15 ans et plus hors Québec avaient obtenu au minimum un baccalauréat. Cette part se situait à 31,2 % pour les bilingues et à 17,5 % pour les anglophones unilingues. On remarque que l'écart entre les bilingues et les unilingues ayant au moins un baccalauréat s'est creusé entre 2006 et 2016. Les figures 5 et 6 illustrent les niveaux d'études atteints par province en 2016.

[32] Rappelons que la variable étudiée ici est le plus haut niveau d'études atteint. Ainsi, lorsque nous parlons des diplômés collégiaux, nous tenons seulement compte des personnes qui ont arrêté leurs études au niveau collégial.

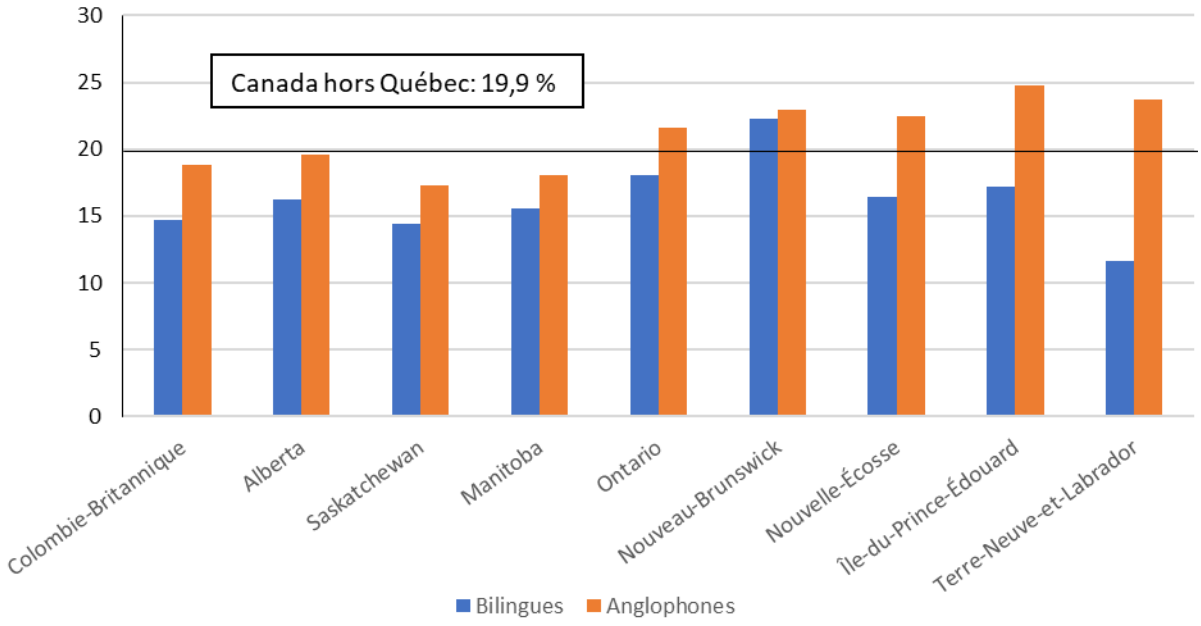
© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 5. Les bilingues du Canada hors Québec restent plus longtemps sur les bancs de l'école *(obtention d'un baccalauréat ou plus parmi les 15 ans et plus, pourcentage, 2016)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Figure 6. Les bilingues du Canada hors Québec sont moins nombreux à arrêter leurs études au collège *(obtention d'au plus un certificat ou diplôme collégial parmi les 15 ans et plus, pourcentage, 2016)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

On remarque à la figure 5 que, dans toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick, le taux de bilingues obtenant au moins un baccalauréat est plus élevé que le taux moyen pour l'ensemble des Canadiens hors Québec (24,1 %). Cependant, le taux d'anglophones et de l'ensemble des 15 ans et plus du Nouveau-Brunswick obtenant au moins un baccalauréat est aussi bien inférieur à la moyenne canadienne hors Québec. On note aussi que les bilingues obtenant des diplômes universitaires demeurent surreprésentés par rapport à leur poids démographique dans chacune de ces provinces. À titre d'exemple, 46,5 % des Néo-Brunswickois ayant obtenu au moins un baccalauréat sont bilingues, alors qu'au Nouveau-Brunswick, les bilingues ne représentent que 35,5 % des 15 ans et plus. Le tableau 5 présente la part des diplômés universitaires bilingues dans chaque province ainsi que leur poids démographique.

Tableau 5. Les bilingues hors Québec sont surreprésentés à l'université *(pourcentage, 2016)*

	Bilingues parmi les 15 ans et plus	**Bilingues parmi ceux ayant au moins un baccalauréat**	**Anglophones parmi les 15 ans et plus**	**Anglophones parmi ceux ayant au moins un baccalauréat**
Colombie-Britannique	6,7	11,6	89,8	86,9
Alberta	6,6	10,9	92,0	88,6
Saskatchewan	4,5	8,6	94,9	91,1
Manitoba	8,5	12,9	90,4	86,8
Ontario	10,9	16,3	86,4	82,8
Nouveau-Brunswick	35,5	46,5	56,8	51,1
Nouvelle-Écosse	10,2	18,0	89,5	81,9
Île-du-Prince-Édouard	12,0	20,3	87,5	79,1
Terre-Neuve-et-Labrador	4,6	13,1	95,3	86,8
Canada hors Québec	**9,7**	**15,0**	**87,8**	**84,1**

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

En ce qui concerne les collèges, la figure 6 montre que, par rapport à la moyenne des 15 ans et plus au Canada hors Québec (19,9 %), les bilingues sont moins nombreux à avoir obtenu, au plus, un diplôme ou un certificat collégial dans chacune des provinces sauf au Nouveau-Brunswick.

De plus, les données des recensements nous montrent aussi que les Canadiens bilingues hors Québec sont sous-représentés au niveau collégial. Ainsi, parmi tous les individus de 15 ans et plus hors Québec dont le plus haut niveau d'études atteint est le niveau collégial, 8,6 % sont bilingues (9,7 % des 15 ans et plus hors Québec étaient bilingues en 2016). Le tableau 6 illustre ces données au niveau provincial.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 6. Les bilingues hors Québec sont généralement sous-représentés au niveau collégial *(pourcentage, 2016)*

	Bilingues parmi les 15 ans et plus	Bilingues parmi tous ceux ayant au plus fait des études collégiales
Colombie-Britannique	6,7	5,4
Alberta	6,6	5,6
Saskatchewan	4,5	3,8
Manitoba	8,5	7,4
Ontario	10,9	9,4
Nouveau-Brunswick	**35,5**	**36,3**
Nouvelle-Écosse	10,2	7,7
Île-du-Prince-Édouard	12,0	8,7
Terre-Neuve-et-Labrador	4,6	2,3
Canada hors Québec	**9,7**	**8,6**

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

En plus du niveau d'études, les recensements nous fournissent aussi des données sur les domaines d'études choisis par les Canadiens et les bilingues hors Québec. Ainsi, parmi tous les individus au Canada hors Québec ayant terminé des études postsecondaires, l'architecture, le génie et les technologies connexes sont les domaines d'études de prédilection en 2006 comme en 2016, suivis de près par l'administration des affaires.

Chez les bilingues, les domaines d'études les plus populaires, en 2006 comme en 2016, sont l'administration des affaires, les sciences sociales, le droit, l'architecture, le génie et les technologies connexes. Plus intéressant encore, le recensement de 2016 nous permet de calculer que 14,9 % des Canadiens hors Québec ayant suivi avec succès un programme en sciences sociales et en droit sont bilingues. Parmi ceux qui ont terminé une formation postsecondaire en administration des affaires, 10,2 % sont bilingues. Quant à l'architecture, au génie et aux technologies connexes, 8,1 % des diplômés canadiens hors Québec dans ces domaines sont bilingues. Le tableau 7 présente les choix d'études préférés des Canadiens hors Québec.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 7. Domaines d'études de prédilection des Canadiens hors Québec** (2016)*

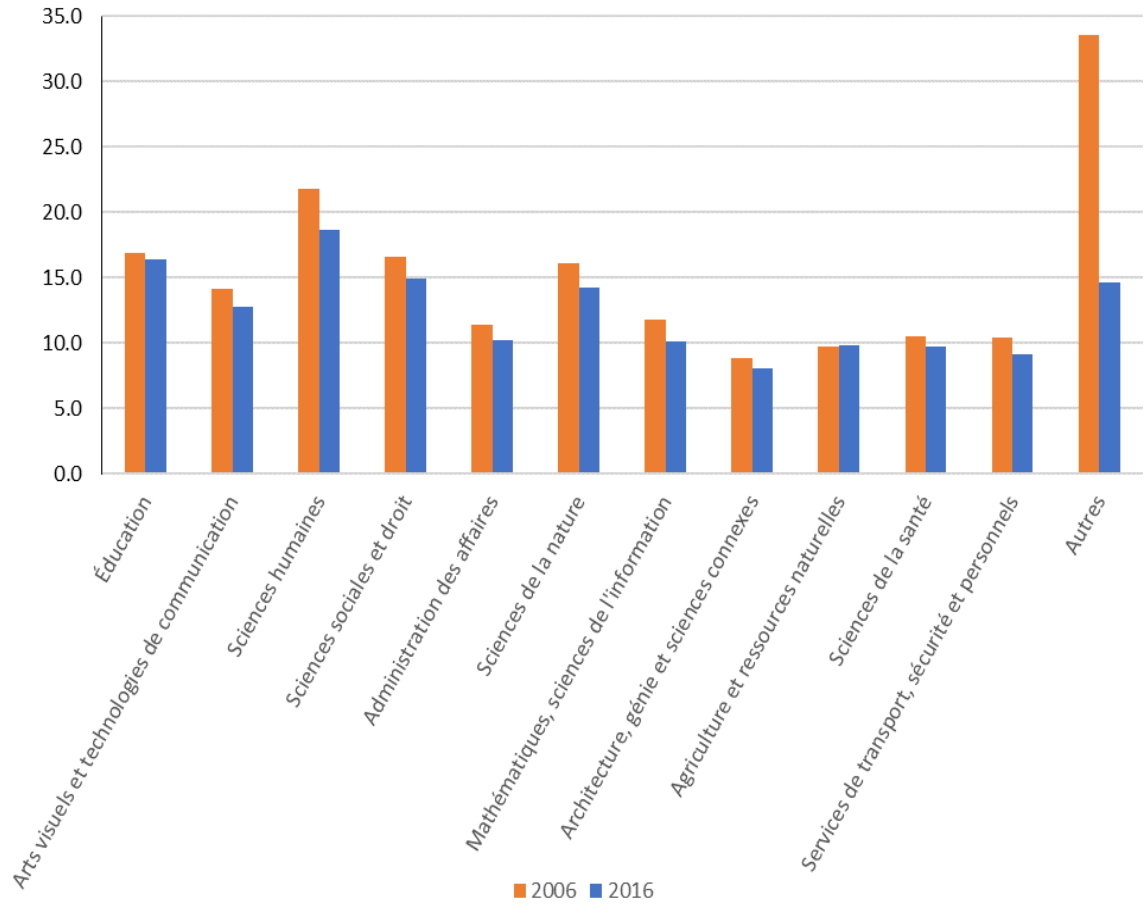
	Bilingues	**Anglophones**
Colombie-Britannique	Sciences sociales et droit	Architecture, génie et technologies connexes
Alberta	Architecture, génie et technologies connexes	Architecture, génie et technologies connexes
Saskatchewan	Architecture, génie et technologies connexes	Architecture, génie et technologies connexes
Manitoba	Administration des affaires et administration publique	Architecture, génie et technologies connexes
Ontario	Administration des affaires et administration publique	Administration des affaires et administration publique
Nouveau-Brunswick	Administration des affaires et administration publique	Architecture, génie et technologies connexes
Nouvelle-Écosse	Administration des affaires et administration publique	Architecture, génie et technologies connexes
Île-du-Prince-Édouard	Administration des affaires et administration publique	Administration des affaires et administration publique
Terre-Neuve-et-Labrador	Éducation	Architecture, génie et technologies connexes
Canada hors Québec	**Administration des affaires et administration publique**	**Architecture, génie et technologies connexes**

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Nous remarquons que dans toutes les provinces, comme au Canada hors Québec, la plupart des bilingues qui ont terminé des études postsecondaires choisissent de suivre un programme en administration des affaires ou en administration publique. Ce n'est pas le cas chez les anglophones, qui choisissent d'étudier principalement en architecture, en génie et dans les technologies connexes dans sept provinces sur neuf. Cela tient peut-être en partie aux compétences linguistiques requises dans ces professions. En effet, il est plus probable que le bilinguisme soit un atout dans l'administration des affaires que dans le génie ou l'architecture. La figure 7 montre le poids des bilingues canadiens hors Québec dans chacun des domaines d'études postsecondaires mentionnés dans les recensements. Fait particulier, les bilingues hors Québec comptent pour presque 20 % des diplômés hors Québec en sciences humaines, mais seulement 8,1 % des diplômés en architecture, en génie et dans les technologies connexes.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Figure 7. Domaine d'études postsecondaires au Canada hors Québec** (part des bilingues parmi les diplômés)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

2.2.2 Revenus d'emploi

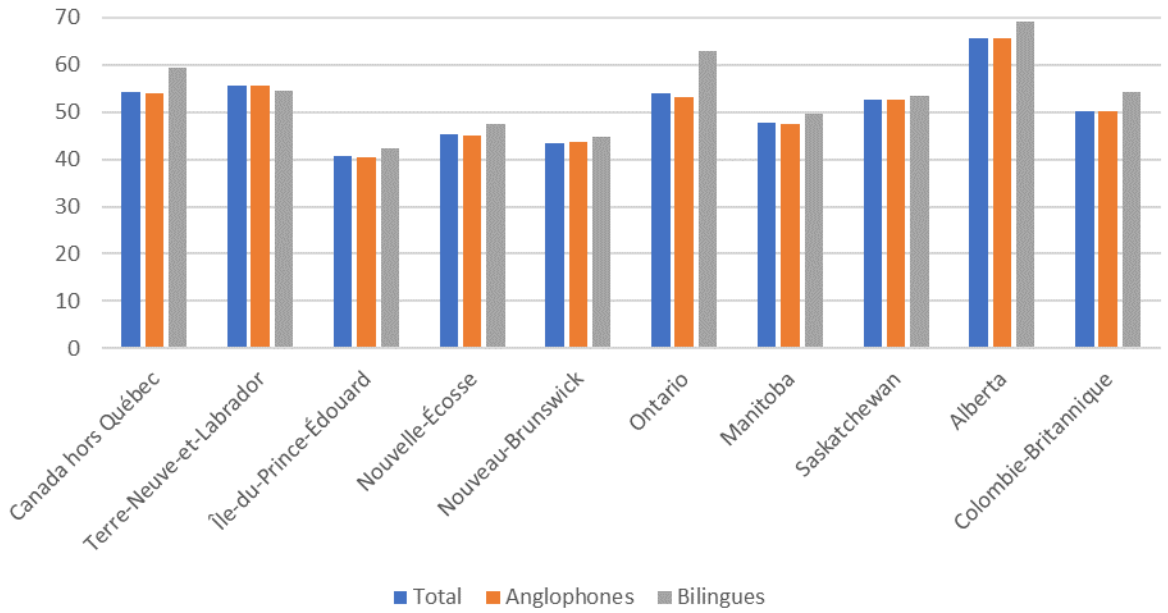
Tout comme pour l'ensemble des bilingues canadiens, ceux résidant hors Québec touchent généralement des salaires moyens plus élevés que les unilingues. En effet, le salaire moyen des bilingues est plus élevé que celui des anglophones dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve-et- Labrador. Le salaire médian est aussi plus élevé pour les bilingues, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le revenu d'emploi des travailleurs bilingues est particulièrement élevé en Alberta et faible dans les Maritimes, mais cela n'est pas fondamentalement différent de la situation des anglophones unilingues. Par ailleurs, c'est en Ontario, où les bilingues gagnent 9 632 $ de plus que les anglophones en moyenne, que la différence est la plus marquée entre les bilingues et les anglophones. Cela pourrait s'expliquer par le plus grand nombre d'emplois du gouvernement fédéral à Ottawa, puisqu'on sait que les bilingues sont surreprésentés dans l'administration publique et que ces postes sont généralement bien rémunérés. La figure 8 présente les salaires moyens des bilingues et des anglophones hors Québec par province.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Comme la littérature le souligne à maintes reprises, être bilingue n'est pas la raison des salaires plus élevés, mais les bilingues sont mieux placés pour occuper des postes mieux rémunérés.

Figure 8. Les bilingues gagnent plus, presque partout (salaire moyen, milliers de dollars)



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Enfin, pour ce qui est du taux de participation et du taux de chômage, les bilingues sont aussi en bonne place. En effet, les bilingues ont un taux de participation plus élevé que les anglophones dans chacune des provinces. Les bilingues sont également moins touchés par le chômage, sauf en Colombie-Britannique (tableau 8).

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 8. Les bilingues hors Québec sont actifs sur le marché du travail** (2016)*

	Taux de participation des bilingues	Taux de participation des anglophones	Taux de chômage des bilingues	Taux de chômage des anglophones
Colombie-Britannique	69,5	64,7	7,0	6,6
Alberta	76,3	72,1	8,4	9,0
Saskatchewan	73,3	68,3	6,3	7,1
Manitoba	71,6	66,0	5,9	6,8
Ontario	69,4	65,4	7,4	7,4
Nouveau-Brunswick	66,6	60,3	10,7	10,9
Nouvelle-Écosse	69,4	60,4	9,1	10,1
Île-du-Prince-Édouard	70,3	66,0	11,3	12,4
Terre-Neuve-et-Labrador	70,2	58,1	12,0	15,8
Canada	**71,7**	**65,8**	**7,0**	**7,9**

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

2.2.3 Secteurs d'activité

Maintenant que nous savons que les bilingues hors Québec étudient plus longtemps et que leurs salaires moyens sont plus élevés que ceux des anglophones, il devient intéressant de savoir aussi dans quels secteurs d'activité ils travaillent.

Ainsi, le recensement de 2016 nous indique que, parmi tous les travailleurs bilingues hors Québec, 12,1 % travaillent dans les services d'enseignement, 11,2 % dans l'administration publique, 10,3 % dans les soins de santé et l'assistance sociale et 9,1 % dans le commerce de détail. On note aussi que parmi tous les travailleurs bilingues, très peu travaillent dans la gestion d'entreprise (0,2 %).

Lorsqu'on compare à l'ensemble des travailleurs hors Québec, les bilingues sont relativement plus nombreux dans les industries culturelles, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services d'enseignement, les arts, spectacles et loisirs et dans l'administration publique. Le tableau 9 compare la proportion des travailleurs canadiens hors Québec dans chacun des secteurs d'activité à celle des travailleurs bilingues hors Québec dans ces mêmes secteurs.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 9. Dans quels secteurs travaille-t-on hors Québec? *(Répartition des travailleurs et des bilingues hors Québec, pourcentage, 2016)*

	Part des travailleurs hors Québec	**Part des travailleurs bilingues hors Québec**
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	2,3	1,5
Mines, extraction gazière et pétrolière	1,6	1,4
Services publics	0,7	0,6
Construction	7,0	4,9
Fabrication	7,4	4,8
Commerce de gros	3,3	2,6
Commerce de détail	10,6	9,1
Transport et entreposage	4,5	3,4
Industries culturelles	**2,1**	**2,6**
Finance et assurances	**4,0**	**4,1**
Services immobiliers	1,7	1,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	**6,6**	**7,6**
Gestion d'entreprises	0,2	0,2
Services administratifs et de soutien	4,0	3,3
Services d'enseignement	**6,9**	**12,1**
Soins de santé et assistance sociale	10,4	10,3
Arts, spectacles et loisirs	**2,0**	**2,7**
Services d'hébergement et de restauration	6,7	6,4
Autres services	4,0	3,5
Administrations publiques	**5,9**	**11,2**

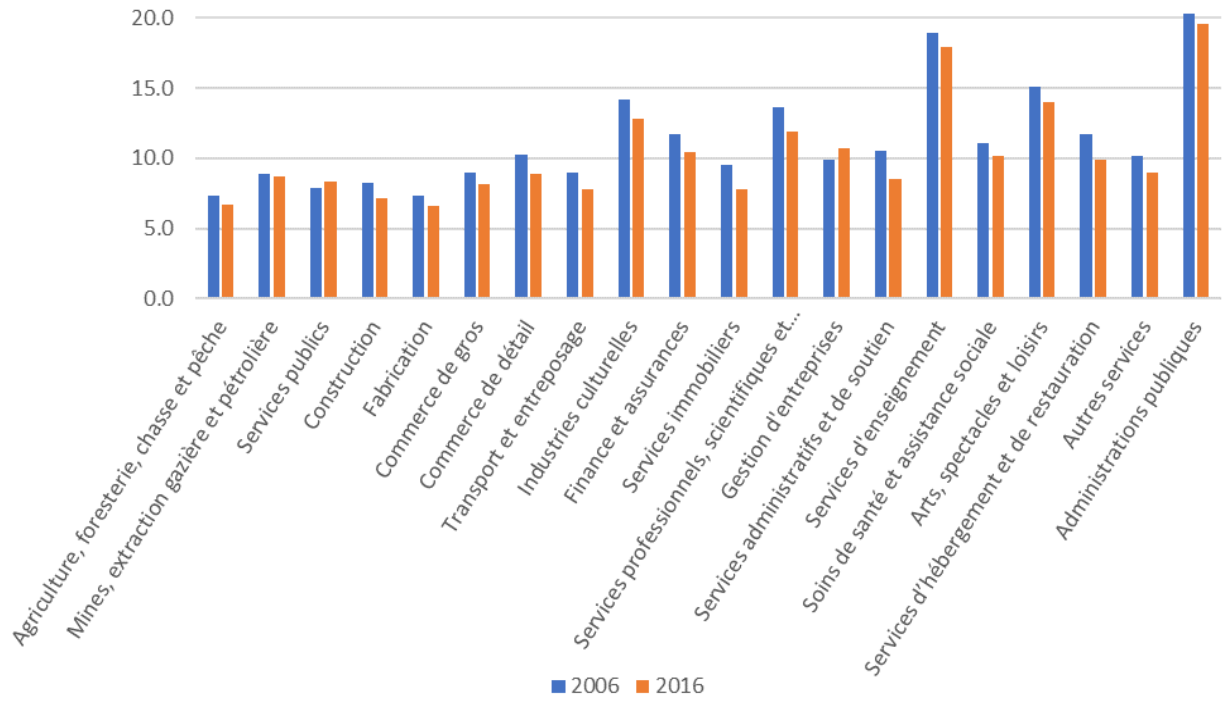
Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Notons aussi qu'alors que 10,3 % des travailleurs hors Québec sont bilingues, 19,6 % des travailleurs hors Québec dans l'administration publique sont bilingues, 17,9 % des travailleurs hors Québec dans les services d'enseignement sont bilingues, 14 % des travailleurs hors Québec dans les arts, spectacles et loisirs sont bilingues et 11,9 % des travailleurs hors Québec dans les services professionnels,

© Le Conference Board du Canada, 2018

scientifiques et techniques sont bilingues. La part des travailleurs bilingues dans chaque secteur d'activité n'a que très peu varié dans le temps. La figure 9 présente la part de l'emploi total qu'occupent les bilingues dans chaque secteur de l'économie (hors Québec).

Figure 9. Un cinquième des travailleurs de l'administration publique sont bilingues *(travailleurs bilingues hors Québec parmi les travailleurs hors Québec, pourcentage, 2006-2016)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Au niveau provincial les résultats sont, somme toute, semblables. On remarque particulièrement que les travailleurs bilingues sont surreprésentés dans l'administration publique dans chacune des neuf provinces à l'étude. C'est aussi le cas dans les services d'enseignement, les arts, spectacles et loisirs et les industries culturelles. Notons que les bilingues sont aussi surreprésentés dans les services professionnels, scientifiques et techniques (leur part de l'emploi dans cette industrie est supérieure à leur part des travailleurs) au Canada hors Québec, sauf au Nouveau-Brunswick, où leur part de professionnels est inférieure de 0,2 point de pourcentage à leur part de l'ensemble des travailleurs.

Tout aussi intéressant, les bilingues sont souvent sous-représentés dans l'ensemble des industries productrices de biens (fabrication, construction, secteur primaire et services publics) dans la plupart des provinces. Les exceptions sont l'Ontario, où 25,3 % des travailleurs de l'industrie de l'extraction minière sont bilingues (contre 11,5 % de l'ensemble des travailleurs ontariens). Cela peut être indicatif de deux facteurs : les employeurs dans le secteur des services valorisent plus les atouts linguistiques que ceux du secteur des biens, ou les bilingues choisissent de se diriger davantage vers les emplois dans le secteur des services. En réalité, il est probable que ces deux facteurs jouent. De plus, sachant qu'une part importante des bilingues poursuivent des études postsecondaires, et sachant qu'ils choisissent d'étudier en administration des affaires, en administration publique, et en sciences sociales et droit (voir la

© Le Conference Board du Canada, 2018

section 2.2.1), il n'est pas surprenant qu'ils soient plus présents dans les industries de services que dans les industries productrices de biens.

Enfin, le tableau 10 présente les trois secteurs d'activité employant le plus grand nombre de bilingues dans chaque province (dans leur bassin d'employés bilingues). Il est clair que les employés bilingues sont plus nombreux dans le secteur public ou parapublic dans toutes les provinces. En effet, parmi les trois industries employant le plus de bilingues dans chacune des provinces, on en retrouve toujours au moins deux parmi les soins de santé et l'assistance sociale, les services d'enseignement et l'administration publique.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 10. Les travailleurs bilingues sont concentrés dans le secteur public** (2016)*

	Travailleurs bilingues	Industries	Bilingues par industrie	Part de l'ensemble des travailleurs bilingues (%)
Terre-Neuve-et-Labrador	16 125	Services d'enseignement	2 865	17,8
		Commerce de détail	2 180	13,5
		Admin. Publique	1 730	10,7
Île-du-Prince-Édouard	11 030	Admin. Publique	1 670	15,1
		Services d'enseignement	1 340	12,1
		Services de restauration et hébergement	1 245	11,3
Nouvelle-Écosse	59 120	Admin. Publique	7 645	12,9
		Services d'enseignement	7 525	12,7
		Commerce de détail	6 555	11,1
Nouveau-Brunswick	162 620	Soins de santé	21 960	13,5
		Commerce de détail	17 615	10,8
		Admin. Publique	17 500	10,8
Ontario	898 190	Admin. Publique	114 000	12,7
		Services d'enseignement	110 610	12,3
		Soins de santé	87 350	9,7
Manitoba	65 515	Services d'enseignement	9 435	14,4
		Soins de santé	8 145	12,4
		Admin. Publique	7 065	10,8
Saskatchewan	30 225	Services d'enseignement	4 605	15,2
		Soins de santé	3 350	11,1
		Commerce de détail	2 790	9,2
Alberta	172 140	Services d'enseignement	20 310	11,8
		Soins de santé	17 205	10
		Commerce de détail	15 215	8,8
Colombie-Britannique	167 795	Services d'enseignement	25 840	13
		Soins de santé	19 355	9,8
		Services professionnels	19 340	9,8

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

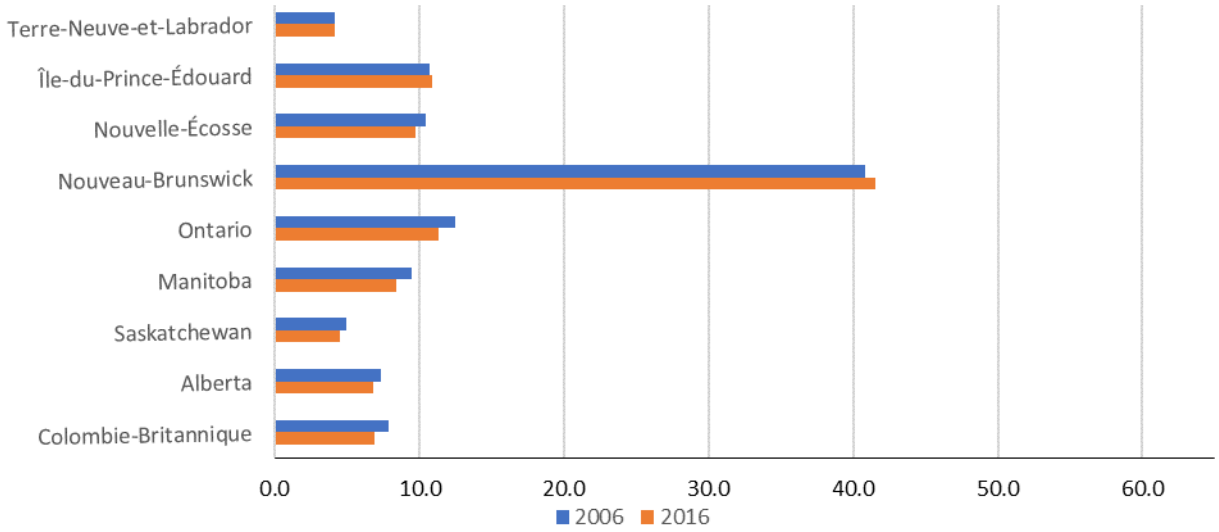
Étant donné ces résultats, nous nous penchons maintenant plus en détail sur ces trois industries : les soins de santé et l'assistance sociale, les services d'enseignement et l'administration publique. Nous examinons aussi les caractéristiques des employés dans les services professionnels, puisque les bilingues y sont surreprésentés dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick. Il est utile aussi d'étudier cette catégorie de travailleurs, puisqu'elle inclut des professions généralement stables et bien rémunérées.

Soins de santé et assistance sociale

En 2016, l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale employait quelque 1,6 million de Canadiens hors Québec. Parmi eux, 89,3 % étaient anglophones unilingues et 10,1 % étaient bilingues. Cette part de bilingues dans l'industrie est un peu inférieure à leur part de l'ensemble des travailleurs hors Québec (10,3 %).

Province par province, le taux de bilingues dans cette industrie varie assez. Ainsi, 41,5 % des employés de l'industrie au Nouveau-Brunswick sont bilingues, mais seulement 4,1 % à Terre-Neuve-et-Labrador. La figure 10 illustre ces variations. On voit aussi que la participation des bilingues à cette industrie demeure stable dans le temps.

Figure 10. Part des employés bilingues dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale
(travailleurs bilingues dans l'industrie parmi les travailleurs de l'industrie, pourcentage)



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

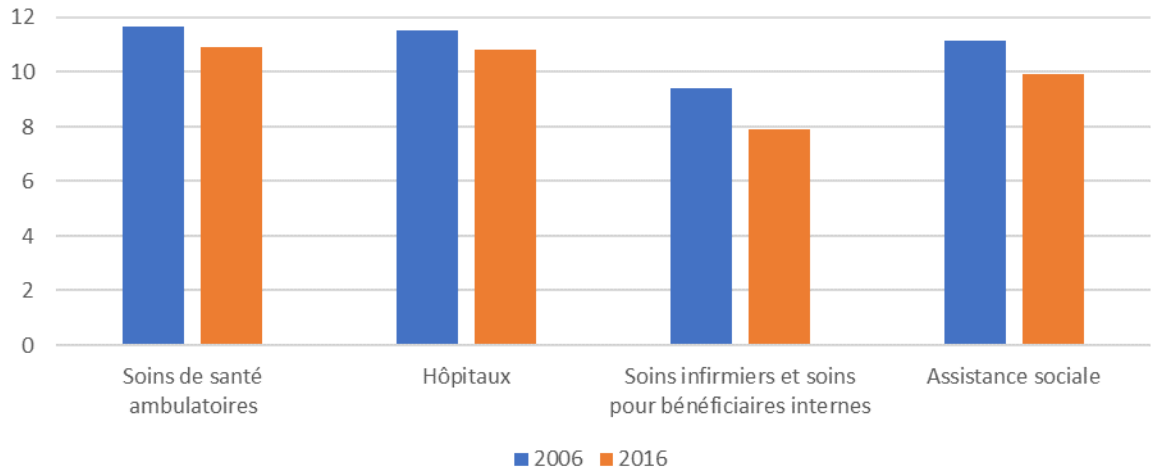
Si l'on ne prend que les travailleurs bilingues, les données brutes nous indiquent que c'est l'Ontario qui a le plus de bilingues travaillant dans les soins de santé et l'assistance sociale, avec 87 350 employés bilingues dans le secteur en 2016. Suivent de loin le Nouveau-Brunswick, avec 21 960 travailleurs bilingues, et la Colombie-Britannique, avec 19 355 employés bilingues.

En examinant cette industrie de plus près, nous remarquons que les bilingues représentent entre 8 et 11 % des travailleurs dans chacun des sous-secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale. Ainsi, en 2016, 10,9 % des travailleurs hors Québec dans les services de soins de santé ambulatoires étaient

© Le Conference Board du Canada, 2018

bilingues. Leur part était de 10,8 % dans les hôpitaux, 7,9 % dans les établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes et 9,9 % dans l'assistance sociale (figure 11).

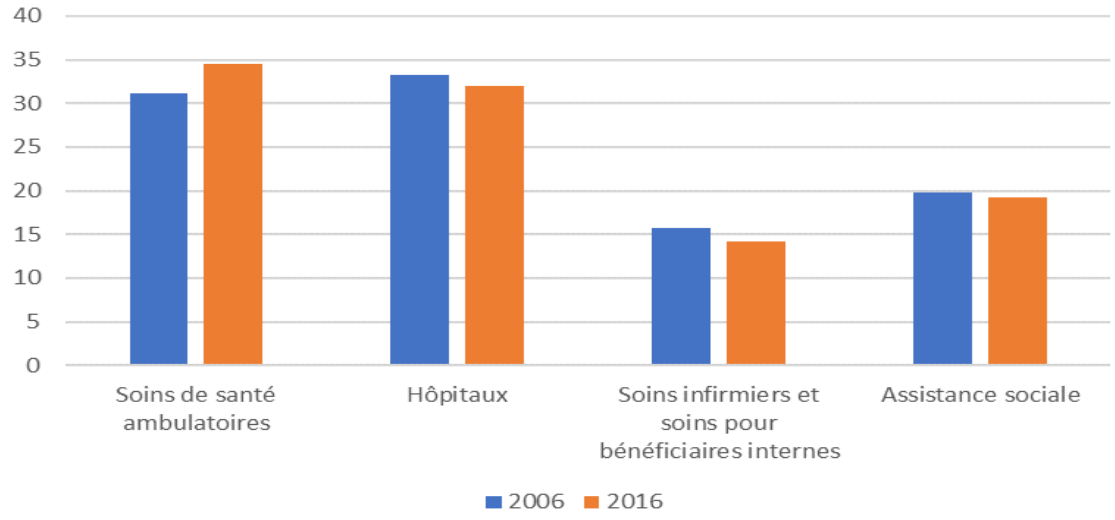
Figure 11. La part des travailleurs bilingues varie peu dans les sous-secteurs des soins de santé *(poids des bilingues par sous-secteur, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Cela étant dit, dans les soins de santé, les travailleurs bilingues travaillent principalement dans les soins de santé ambulatoires et dans les hôpitaux. Ces deux sous-secteurs emploient plus des deux tiers des employés bilingues dans les soins de santé et l'assistance sociale (figure 12).

Figure 12. Les travailleurs bilingues sont concentrés dans les soins ambulatoires *(répartition des travailleurs bilingues dans les soins de santé et l'assistance sociale par sous-secteur, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Enfin, le tableau 11 présente le nombre de travailleurs bilingues dans chacun de ces sous-secteurs par province. On remarque que les tendances au niveau du Canada se retrouvent au niveau provincial.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 11. Dans les soins de santé, les bilingues sont concentrés dans les soins ambulatoires et les hôpitaux *(travailleurs bilingues par sous-secteur, 2016)*

	Soins de santé et assistance sociale	Soins de santé ambulatoires	Hôpitaux	Soins infirmiers et pour bénéficiaires internes	Assistance sociale
Terre-Neuve-et-Labrador	1 635	530	565	95	450
Île-du-Prince-Édouard	1 035	310	295	170	255
Nouvelle-Écosse	6 425	2 040	2 140	1 175	1 065
Nouveau-Brunswick	21 960	5 315	8 715	4 180	3 755
Ontario	87 350	30 690	27 335	12 265	17 055
Manitoba	8 145	2 195	2 595	1 505	1 850
Saskatchewan	3 350	875	1 235	550	695
Alberta	17 205	7 015	4 945	1 960	3 285
Colombie-Britannique	19 355	8 640	5 385	1 735	3 595
Canada hors Québec	167 150	57 815	53 410	23 720	32 215

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

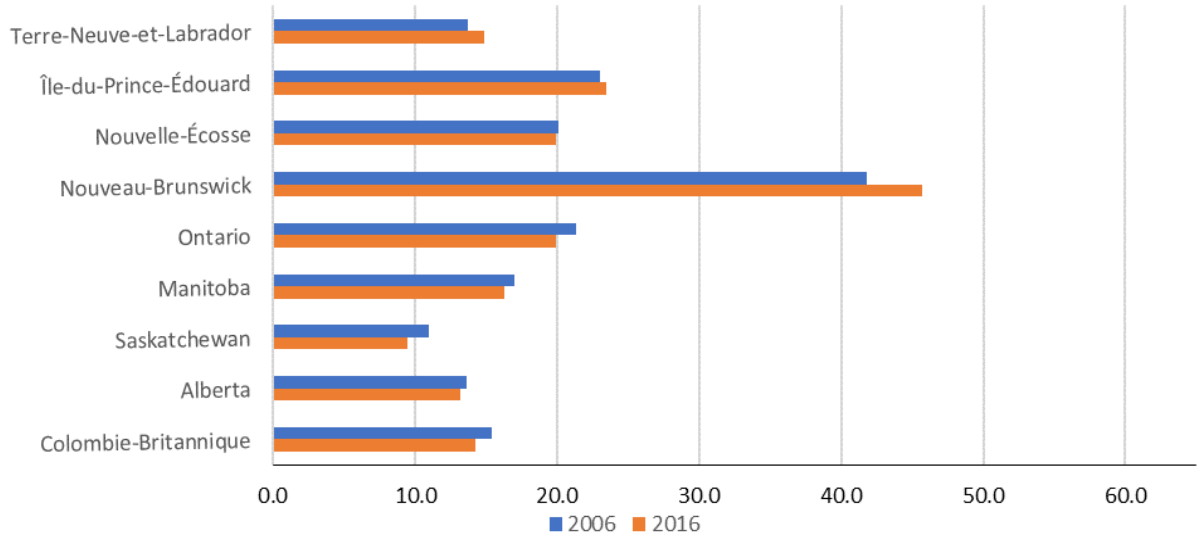
Services d'enseignement

En 2016, 196 140 bilingues hors Québec travaillaient dans les services d'enseignement, soit 12,1 % des employés bilingues hors Québec, ou 17,9 % des employés hors Québec dans les services d'enseignement.

Au niveau provincial, le portrait des bilingues dans cette industrie ressemble assez à leur situation dans les soins de santé. En effet, c'est au Nouveau-Brunswick que l'importance des bilingues se fait le plus sentir, puisqu'ils y représentent 45,7 % des employés provinciaux dans les services d'enseignement. Dans les autres provinces, le poids des bilingues dans les services d'enseignement varie de 9 à 24 % (figure 13). Leur poids dans cette industrie est aussi relativement stable dans le temps. Cela étant, on voit une augmentation marquée au Nouveau-Brunswick et une légère diminution en Ontario, dans les Prairies et en Colombie-Britannique entre 2006 et 2016.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 13. Part des employés bilingues dans l'industrie des services d'enseignement *(pourcentage)*



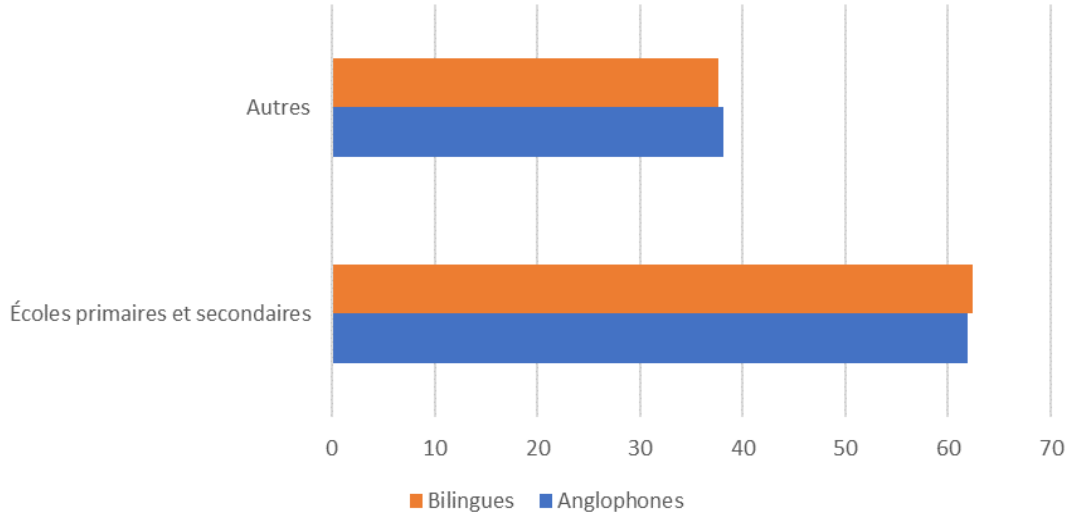
Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Fait intéressant, si on analyse la répartition des bilingues province par province, les services d'enseignement n'emploient que 7,8 % des travailleurs bilingues du Nouveau-Brunswick, soit le plus faible pourcentage parmi les neuf provinces étudiées ici. À l'opposé, c'est à Terre-Neuve-et-Labrador que les services d'enseignement emploient le plus de bilingues (dans leur bassin de travailleurs bilingues), soit 17,8 % des travailleurs bilingues de la province.

Les données des recensements nous permettent aussi de constater que les anglophones comme les bilingues qui travaillent dans les services d'enseignement travaillent principalement dans les écoles primaires et secondaires. En effet, plus de 60 % des bilingues et des anglophones des services d'enseignement travaillent dans des établissements primaires ou secondaires (figure 14).

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 14. La majeure partie des travailleurs des services d'enseignement sont dans les écoles primaires et secondaires *(part des travailleurs dans les services d'enseignement par sous-secteur, bilingues et anglophones, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Pour ce qui est du poids des bilingues dans ce sous-secteur, ils représentent 18 % des travailleurs dans les écoles primaires et secondaires. Cette part à légèrement diminué depuis 2006, année où elle était de 18,6 %.

Enfin, le tableau 12 présente l'emploi en chiffres pour les bilingues et pour les anglophones, par province, dans le sous-secteur des écoles primaires et secondaires. On remarque, sans trop de surprise, que c'est en Ontario qu'il y a les plus de travailleurs dans ce sous-secteur. Suivent la Colombie-Britannique et l'Alberta, tant pour les anglophones que pour les bilingues.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 12. Les travailleurs des écoles primaires et secondaires se trouvent majoritairement en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta *(nombre de travailleurs, 2016)*

	Anglophones	Bilingues
Terre-Neuve-et-Labrador	9 075	1 595
Île-du-Prince-Édouard	2 655	885
Nouvelle-Écosse	17 725	4 465
Nouveau-Brunswick	8 420	8 140
Ontario	276 520	70 330
Manitoba	34 775	6 895
Saskatchewan	29 620	3 035
Alberta	81 885	12 515
Colombie-Britannique	88 175	13 880

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Administration Publique

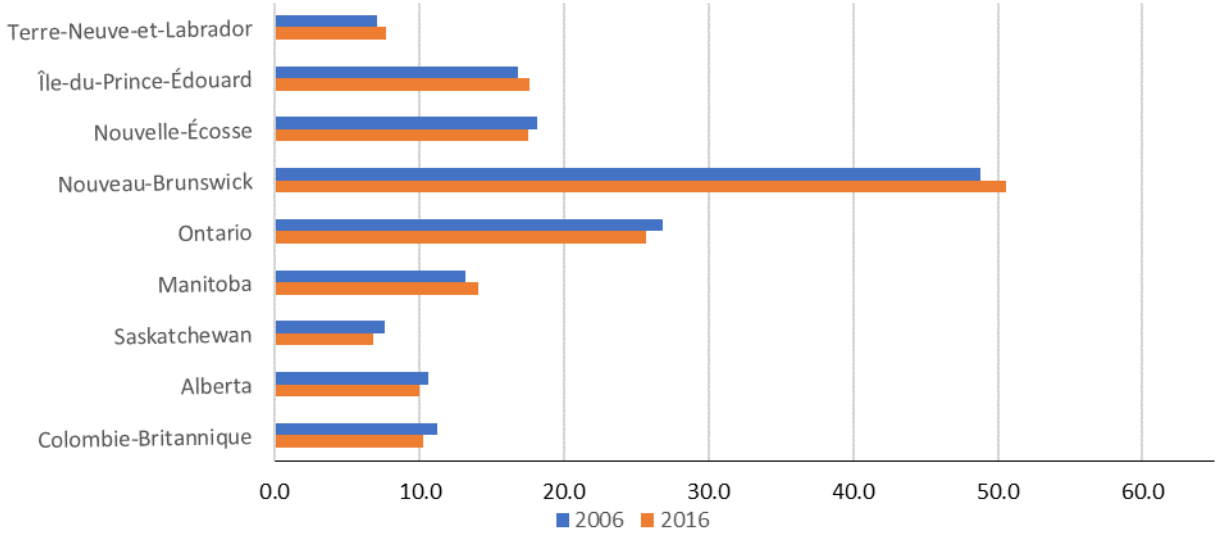
Le troisième secteur d'activité important pour les bilingues canadiens est l'administration publique, ce qui n'est pas très surprenant, étant donné que le Canada est officiellement bilingue. Il faut donc s'attendre à ce qu'une partie des emplois de l'administration publique exigent la connaissance des deux langues officielles. Cela vaut particulièrement au niveau fédéral et au Nouveau-Brunswick, seule province officiellement bilingue.

Hors Québec, parmi les 1,6 million de travailleurs bilingues en 2016, 181 340 travaillaient dans l'administration publique (11,2 % des travailleurs bilingues). Ces 181 340 travailleurs représentaient aussi 19,6 % des travailleurs dans l'administration publique hors Québec, une proportion très élevée si on la compare au poids des travailleurs bilingues dans l'ensemble des travailleurs hors Québec (10,3 %).

Pour ce qui est des provinces, les bilingues représentent aussi une partie importante de l'ensemble des employés gouvernementaux. Notamment, 50,6 % des travailleurs dans l'administration publique au Nouveau-Brunswick étaient bilingues en 2016. C'est en Saskatchewan que cette proportion était la plus faible, soit 6,8 %. La figure 15 présente ces résultats.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 15. Part des employés bilingues dans l'administration publique *(part des bilingues dans l'industrie, pourcentage)*



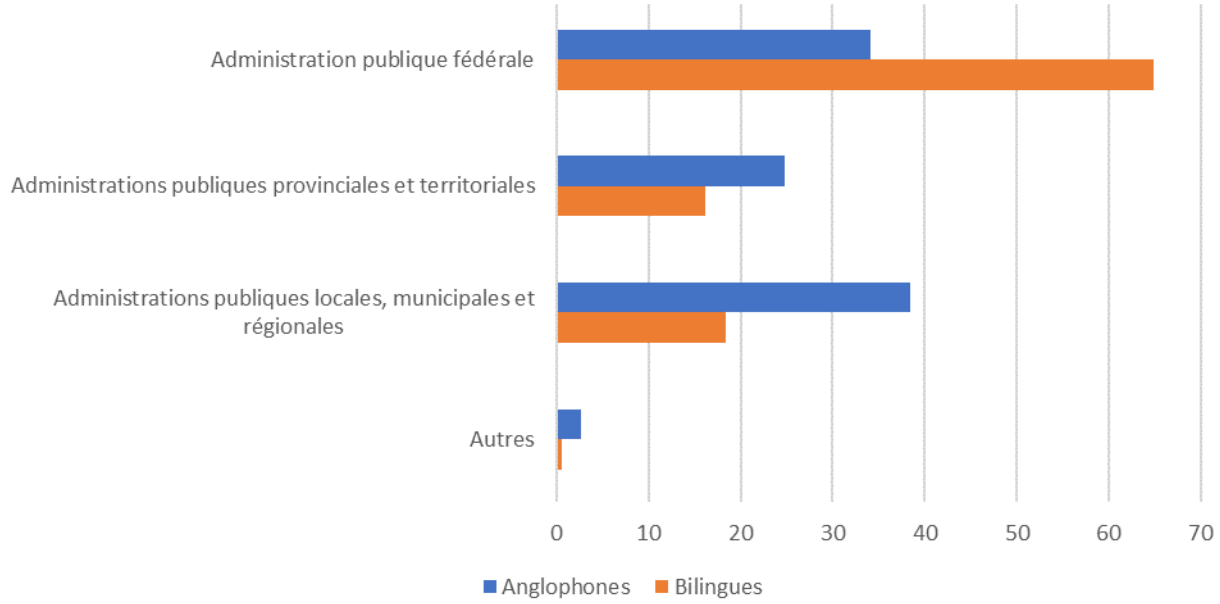
Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Lorsqu'on se penche sur la répartition des bilingues au niveau des provinces, l'administration publique emploie entre 7 et 15 % des travailleurs bilingues de chacune des provinces. C'est l'Île-du-Prince-Édouard qui emploie la plus grande part de ses bilingues dans l'administration publique, soit 15,1 %.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Si on s'arrête aux sous-secteurs de l'administration publique, on constate que parmi tous les travailleurs bilingues du secteur, 64,9 % se trouvent dans l'administration publique fédérale et que très peu travaillent dans l'administration publique provinciale ou locale. Cela contraste avec les anglophones, qui sont mieux répartis entre les différents paliers de gouvernement, comme l'illustre la figure 16.

Figure 16. Les bilingues sont concentrés au fédéral *(répartition des employés bilingues et anglophones dans l'administration publique par sous-secteur, pourcentage, 2016)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Ce résultat est le même lorsqu'on examine les provinces individuellement : entre 45 et 77 % des bilingues travaillant dans l'administration publique se trouvent dans l'administration publique fédérale, comme le montre le tableau 13.

Tableau 13. Les bilingues travaillent au fédéral dans chacune des provinces *(répartition des travailleurs bilingues dans l'administration publique par sous-secteur, pourcentage, 2016)*

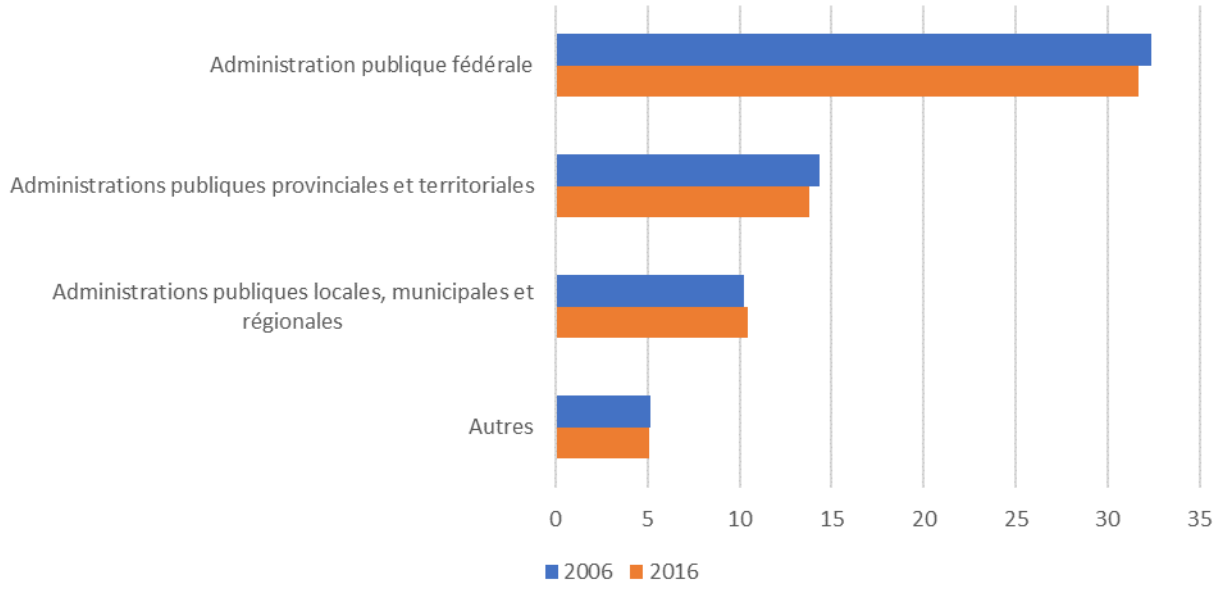
	Administration publique fédérale	**Administrations publiques provinciales et territoriales**	**Administrations publiques locales, municipales et régionales**
Terre-Neuve-et-Labrador	57,2	29,2	12,1
Île-du-Prince-Édouard	72,2	23,4	4,2
Nouvelle-Écosse	76,5	15,2	7,8
Nouveau-Brunswick	55,0	29,3	15,4
Ontario	70,9	10,7	17,9
Manitoba	52,3	28,0	19,4
Saskatchewan	50,6	27,3	20,9
Alberta	45,6	23,2	30,9
Colombie-Britannique	54,5	21,1	22,8

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Enfin, les données des recensements nous révèlent que les bilingues occupent plus de 30 % des emplois dans l'administration publique fédérale, mais seulement 13,8 % dans les administrations publiques provinciales et territoriales et 10,4 % dans les administrations publiques locales, municipales et régionales. Nous constatons que la part des bilingues dans tous ces sous-secteurs a quelque peu diminué depuis 2006, sauf dans les administrations locales, où leur poids a augmenté entre les deux recensements (figure 17). Rappelons-nous que les bilingues occupent près de 20 % des emplois hors Québec dans l'ensemble des administrations publiques. Il est donc clair qu'ils sont largement surreprésentés dans l'administration publique fédérale.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 17. Les bilingues occupent plus de 30 % des emplois dans l'administration publique fédérale hors Québec *(poids des bilingues dans les sous-secteurs de l'administration publique, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Services professionnels, scientifiques et techniques

Enfin, les services professionnels, scientifiques et techniques sont un secteur d'activité important pour les bilingues canadiens, car ils regroupent des domaines où on trouve des emplois généralement stables, bien rémunérés et où la demande de travailleurs est à la hausse. Il s'agit, entre autres, des sciences, de la recherche-développement, du génie, de la comptabilité, du droit et des sciences informatiques. Rappelons que 7,6 % des travailleurs bilingues hors Québec travaillent dans ce secteur, contre 6,6 % des travailleurs anglophones. Rappelons aussi que 11,9 % des travailleurs de ce secteur sont bilingues, soit une part plus élevée que dans l'ensemble des travailleurs hors Québec (10,3 %).

En tout, parmi les 1,6 million de travailleurs bilingues hors Québec que comptait le Canada en 2016, 123 690 travaillaient dans les services professionnels. Ces bilingues étaient particulièrement présents dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes (23 580 travailleurs), dans l'architecture, le génie et les services connexes (20 700 travailleurs), dans les services de conseil en gestion et de conseil scientifique et technique (19 940 travailleurs) et dans les services juridiques (17 600 travailleurs). Le tableau 14 présente la répartition des bilingues par sous-secteur des services professionnels, scientifiques et techniques.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 14. La répartition des bilingues dans les services professionnels *(travailleurs bilingues par sous-secteur, nombre et pourcentage, 2016)*

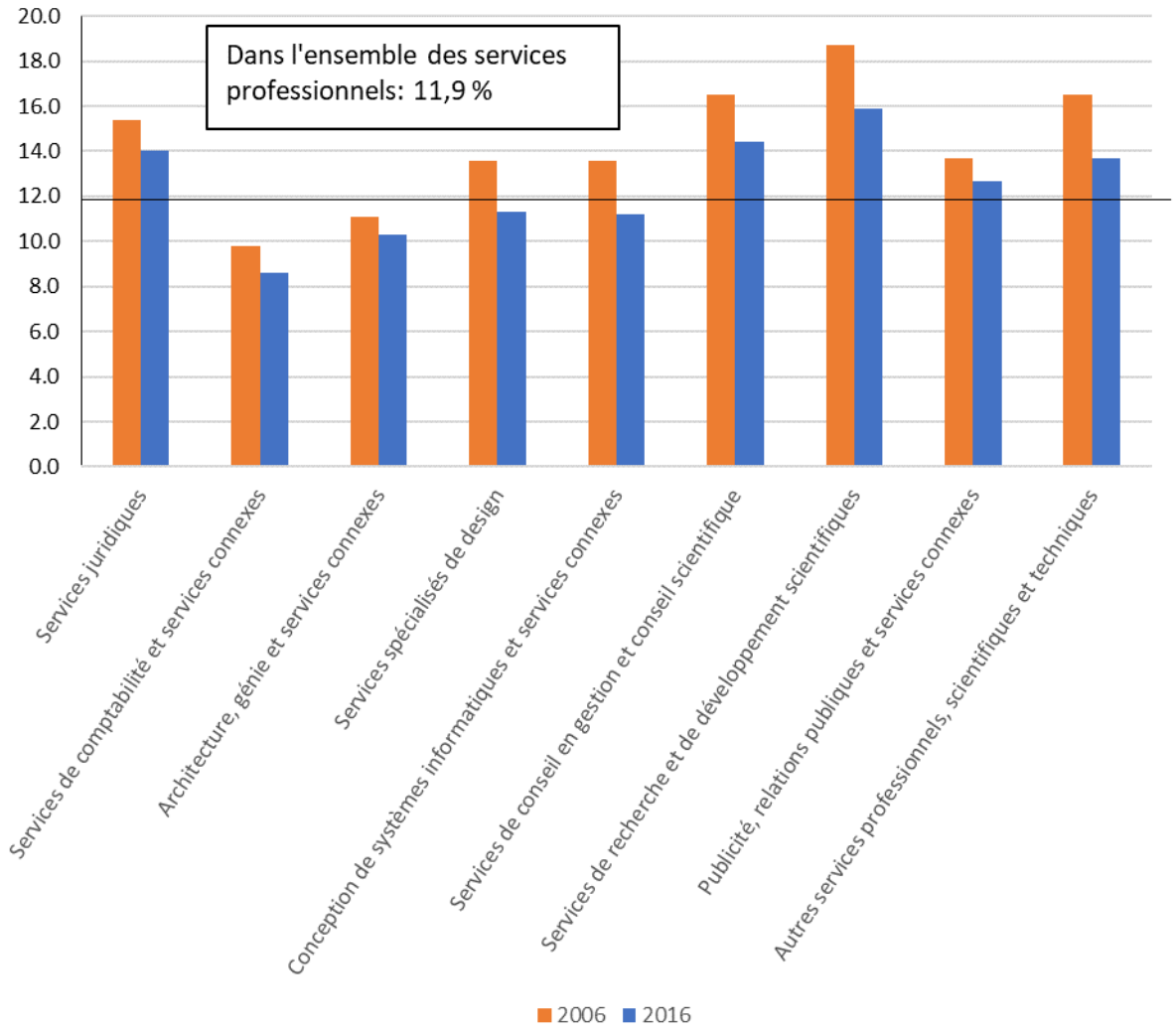
	Nombre de travailleurs bilingues	**Répartition des bilingues dans les services professionnels, scientifiques et techniques (%)**
Services juridiques	17 600	14,2
Services de comptabilité et services connexes	12 315	10,0
Architecture, génie et services connexes	20 700	16,7
Services spécialisés de design	5 115	4,1
Conception de systèmes informatiques et services connexes	23 580	19,1
Services de conseil en gestion et conseil scientifique	19 940	16,1
Services de recherche et de développement scientifiques	6 145	5,0
Publicité, relations publiques et services connexes	8 465	6,8
Autres services professionnels, scientifiques et techniques	9 825	7,9
Total	123 690	100

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Si on s'intéresse au poids des travailleurs bilingues dans chacun de ces sous-secteurs, tous travailleurs confondus, on remarque que les bilingues sont largement surreprésentés dans la recherche-développement, les services conseils, les services juridiques et les services de publicité. En effet, plus de 12 % des travailleurs hors Québec dans ces sous-secteurs sont bilingues, alors que les bilingues sont 11,9 % dans les services professionnels (et 10,3 % parmi les employés hors Québec), ce qu'illustre la figure 18. On remarque également que la part des bilingues a quelque peu diminué depuis 2006 dans chacun de ces sous-secteurs.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 18. Part des employés bilingues dans les services professionnels, scientifiques et techniques, par sous-secteur *(part des bilingues, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Au niveau des provinces, les données montrent que les bilingues travaillant dans les services professionnels se trouvent majoritairement en Ontario (59,6 % des travailleurs bilingues hors Québec dans les services professionnels), en Colombie-Britannique (15,6 %) et en Alberta (11,1 %). De plus, on remarque que les bilingues sont surreprésentés dans les services professionnels dans les Maritimes (à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador) et en Ontario, alors qu'ils sont sous-représentés dans les Prairies et en Colombie-Britannique. Par exemple, 38,2 % des travailleurs des services professionnels du Nouveau-Brunswick sont bilingues et c'est aussi le cas de 13,1 % de ceux de l'Ontario, mais de seulement 6,6 % de ceux de la Saskatchewan. Ces données sont illustrées au tableau 15.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 15. Poids des travailleurs bilingues dans les services professionnels, scientifiques et techniques
(travailleurs bilingues dans les services professionnels par province, nombre et pourcentage, 2016)

	Travailleurs bilingues dans les services professionnels	Parmi les travailleurs des services professionnels (%)
Terre-Neuve-et-Labrador	975	8,5
Île-du-Prince-Édouard	545	14,7
Nouvelle-Écosse	3 540	13,6
Nouveau-Brunswick	6 685	38,2
Ontario	73 725	13,1
Manitoba	2 975	10,3
Saskatchewan	1 690	6,6
Alberta	13 735	8,3
Colombie-Britannique	19 340	9,9

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Encore au niveau provincial, les données nous montrent que les sous-secteurs où on trouve le plus de travailleurs bilingues par province sont l'architecture et le génie ou la conception de systèmes informatiques. Par exemple, un tiers des travailleurs bilingues des services professionnels à Terre-Neuve-et-Labrador travaillent dans l'architecture, le génie ou les services connexes. En Ontario, 19,9 % des travailleurs bilingues des services professionnels sont employés dans la conception de systèmes informatiques et 29,4 % des bilingues des services professionnels en Alberta travaillent dans l'architecture, le génie ou les services connexes.

Pour conclure, nous jetons un coup d'œil aux services juridiques. Ce sous-secteur est particulier au sein des services professionnels parce que la *Loi sur les langues officielles* du Canada stipule que dans l'administration de la justice dans les tribunaux fédéraux, « chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre [des deux langues officielles] dans toutes les affaires dont ils sont saisis et dans les actes de procédure qui en découlent[33] ». De plus, la Loi dit qu'il « incombe aux tribunaux fédéraux de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant eux puisse être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans l'autre langue officielle[34] ». Enfin, le paragraphe 530 (1) du *Code criminel* canadien précise qu'un accusé a le droit de subir « son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle de son

[33] Gouvernement du Canada, *Loi sur les langues officielles*.
[34] *Ibid.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

choix[35] ». Il est donc intéressant d'examiner le nombre de travailleurs bilingues dans l'ensemble des services juridiques par province.

Nous remarquons alors qu'en 2016, les services juridiques (qui comprennent les bureaux de spécialistes juridiques tels qu'avocats et procureurs dont l'activité principale est la pratique du droit, les établissements dont l'activité principale est la rédaction et l'approbation de documents juridiques, et les établissements juridiques dont l'activité principale est la prestation de services juridiques et parajuridiques[36]) employaient quelque 125 320 travailleurs hors Québec. Parmi eux, 85,8 % étaient anglophones unilingues et 14 % étaient bilingues. Nous remarquons aussi que la prévalence des travailleurs bilingues dans les services juridiques varie beaucoup d'une province à une autre. Par exemple, 44,3 % des travailleurs des services juridiques du Nouveau-Brunswick sont bilingues, contre seulement 7,3 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces données sont illustrées au tableau 16.

Tableau 16. Les bilingues ne sont pas très nombreux dans les services juridiques *(travailleurs bilingues parmi les travailleurs des services juridiques, nombre et pourcentage, 2016)*

	Nombre de travailleurs bilingues dans les services juridiques	Nombre total de travailleurs dans les services juridiques	Travailleurs bilingues parmi les travailleurs des services juridiques (%)
Terre-Neuve-et-Labrador	95	1305	7,3
Île-du-Prince-Édouard	70	450	15,6
Nouvelle-Écosse	485	3415	14,2
Nouveau-Brunswick	890	2010	44,3
Ontario	10 850	70 885	15,3
Manitoba	430	3 600	11,9
Saskatchewan	265	3 105	8,5
Alberta	1 745	16 740	10,4
Colombie-Britannique	2 685	23 455	11,4
Total Canada hors Québec	17 600	125 320	14,0

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

En regardant ces données, on peut se demander si l'offre de travailleurs bilingues dans les services juridiques est suffisante, particulièrement à Terre-Neuve-et-Labrador, en Saskatchewan et en Alberta. En effet, si on compare, par exemple, avec les services d'éducation, nous remarquons que les bilingues y occupent une place plus prépondérante que dans les services juridiques. Ainsi, en 2016, 23,5 % des

[35] Gouvernement du Canada, *Code criminel.*
[36] Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

travailleurs des services d'éducation à l'Île-du-Prince-Édouard étaient bilingues, contre 15,6 % des travailleurs des services juridiques. Ce constat vaut dans chacune des provinces à l'étude ici, avec la plus grande différence à l'Île-du-Prince-Édouard et la plus petite différence au Nouveau-Brunswick (45,7 % des travailleurs des services d'éducation étaient bilingues, contre 44,3 % dans les services juridiques).

2.3 Résumé du chapitre

Dans ce chapitre nous avons dressé un portrait économique des Canadiens bilingues, en touchant aux thèmes de l'éducation, des revenus et de l'emploi. Dans un premier temps, notre regard s'est étendu à l'ensemble du pays, mais l'essentiel de l'analyse est concentré sur le portrait des Canadiens bilingues hors Québec. Ce que les données des recensements de 2006 et 2016 nous révèlent n'est pas surprenant, étant donné que les constats relevés sont conformes aux observations et aux conclusions tirées de la revue de la littérature du chapitre 1.

En premier lieu, nous constatons qu'un peu plus de 10 % des travailleurs canadiens hors Québec sont bilingues et que plus de la moitié de ces bilingues vivent en Ontario. De plus, près d'un tiers des travailleurs bilingues hors Québec résident soit en Colombie-Britannique, soit en Alberta ou soit au Nouveau-Brunswick.

Ensuite, les données des recensements nous indiquent que les bilingues restent plus longtemps sur les bancs de l'école. En effet, dans le Canada hors Québec, le taux de bilingues ayant obtenu au moins un baccalauréat est plus élevé que celui des anglophones. Ce constat vaut aussi dans chacune des provinces prises individuellement. De plus, les données nous montrent que les bilingues au Canada hors Québec sont relativement moins nombreux à avoir obtenu au plus un diplôme ou un certificat collégial par rapport à l'ensemble des 15 ans et plus et par rapport aux anglophones.

Nous constatons aussi que les domaines d'études de prédilection des bilingues hors Québec sont l'administration des affaires ou l'administration publique, les sciences sociales et le droit, ainsi que l'architecture, le génie et les technologies connexes, dans cet ordre. Par ailleurs, nous constatons que, province par province, les anglophones sont plus enclins à poursuivre des études en architecture, en génie et dans les technologies connexes, alors que les bilingues choisissent plutôt l'administration des affaires ou l'administration publique. Fait particulier, les bilingues hors Québec représentent presque 20 % des diplômés hors Québec en sciences humaines, mais seulement 8,1 % des diplômés en architecture, en génie et dans les technologies connexes.

Pour ce qui est des revenus d'emploi, les bilingues perçoivent généralement des salaires moyens plus élevés que les unilingues. Il n'y a qu'à Terre-Neuve-et-Labrador que le salaire moyen des bilingues n'est pas plus élevé que celui des anglophones. De plus, c'est en Ontario que la différence de salaire entre anglophones et bilingues est la plus marquée, les bilingues gagnant quelque 9 600 $ de plus que les anglophones en moyenne. Par ailleurs, le revenu d'emploi des travailleurs bilingues est particulièrement élevé en Alberta et faible dans les Maritimes, mais cela n'est pas différent de la situation des anglophones unilingues. Nous réitérons ici que le bilinguisme n'est pas nécessairement la raison de meilleurs salaires. En fait, les bilingues sont mieux placés pour décrocher certains emplois mieux rémunérés. Autre fait intéressant, le taux de participation des bilingues au marché du travail est plus élevé que celui des anglophones, tandis que leur taux de chômage est inférieur.

© Le Conference Board du Canada, 2018

De plus, nous constatons que les travailleurs bilingues sont surtout concentrés dans le secteur des services, plutôt que dans les industries productrices de biens, et ce, dans l'ensemble des provinces. Nous remarquons aussi qu'alors que les bilingues représentent 10,3 % des travailleurs hors Québec, ils représentent 19,6 % des travailleurs hors Québec dans l'administration publique, 17,9 % dans les services d'enseignement, 14 % dans les arts, spectacles et loisirs et 11,9 % dans les services professionnels, scientifiques et techniques. De plus, les soins de santé, les services d'enseignement et l'administration publique emploient 33,6 % des travailleurs bilingues au Canada hors Québec, soit quelque 544 630 travailleurs. À l'opposé, la gestion d'entreprises, le secteur minier et les services publics sont les trois secteurs qui emploient le moins de bilingues au Canada hors Québec. Ces trois secteurs employaient 34 830 travailleurs bilingues en 2016, soit 2,1 % des travailleurs bilingues hors Québec. Notons cependant que ces mêmes secteurs étaient aussi ceux qui employaient le moins d'anglophones hors Québec en 2016, soit 2,5 %.

Enfin, en regardant les données plus en détail, nous observons que dans les soins de santé, les travailleurs bilingues travaillent principalement dans les soins de santé ambulatoires et dans les hôpitaux. Ces deux sous-secteurs emploient plus des deux-tiers des employés bilingues des soins de santé et l'assistance sociale. Dans les services d'enseignement, ce sont les écoles primaires et secondaires qui absorbent le plus de main d'œuvre bilingue. En effet, plus de 60 % des employés bilingues dans cette industrie travaillent dans ce sous-secteur. Pour ce qui est de l'administration publique, 64,9 % des employés bilingues travaillent au palier fédéral, tandis que seulement 16,2 % occupent des postes dans l'administration publique provinciale ou territoriale et 18,3 % travaillent dans les administrations publiques locales, municipales ou régionales.

Afin de compléter tous ces constats, le Conference Board a créé un sondage qui a été réalisé par Léger auprès de 1 000 répondants bilingues hors Québec. Les résultats de ce sondage nous permettent de comparer et corroborer les données des recensements, mais aussi d'explorer d'autres aspects du bilinguisme au Canada. Ces résultats sont présentés au chapitre suivant.

© Le Conference Board du Canada, 2018

3. Un sondage auprès des Canadiens bilingues

Résumé du chapitre

- La majorité des répondants au sondage ont appris l'anglais avant le français (59,5 % de l'échantillon).
- Le plus souvent, le plus haut niveau d'études atteint par les répondants au sondage dans un établissement bilingue est le secondaire. Cependant, 189 répondants ont obtenu au moins un baccalauréat dans un établissement francophone ou bilingue.
- De plus, 236 répondants ont au minimum un diplôme ou certificat d'études collégiales.
- Près d'un tiers des répondants travaillent dans l'éducation, les soins de santé ou l'administration publique.

Ce chapitre présente les résultats du sondage créé par le Conference Board du Canada et administré par Léger. Entre autres, nous présentons des données sur les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés par les bilingues, sur les origines du bilinguisme des répondants, ainsi que sur la perception qu'ont les répondants de l'utilité du bilinguisme sur le marché du travail au Canada hors Québec. Bien que le sondage ne nous donne qu'un aperçu de la population bilingue hors Québec, l'échantillon de 1 000 répondants reste représentatif de cette population. Les réponses au sondage ont été pondérées en fonction de la province de résidence, du sexe et de l'âge.

3.1 Portrait des répondants

Parmi les 1 000 répondants à notre sondage, plus de la moitié résident en Ontario, 18 % en Colombie-Britannique et 9 % en Alberta. Par ailleurs, seulement un répondant vit à l'Île-du-Prince-Édouard et seulement 13 vivent à Terre-Neuve. Le tableau 17 présente la répartition géographique de nos répondants. Cette répartition est semblable à celle trouvée dans les données des recensements canadiens.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 17. Répartition géographique des bilingues dans notre sondage *(nombre et pourcentage)*

	Nombre de répondants	Pourcentage de l'échantillon
Terre-Neuve-et-Labrador	13	1,3
Île-du-Prince-Édouard	1	0,1
Nouvelle-Écosse	29	2,9
Nouveau-Brunswick	51	5,1
Ontario	577	57,7
Manitoba	39	3,9
Saskatchewan	15	1,5
Alberta	95	9,5
Colombie-Britannique	180	18,0
Total	1 000	100

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

Le sondage nous permet aussi de connaître l'ordre d'apprentissage des deux langues officielles. Ainsi, 111 des 1 000 répondants ont appris le français en premier, 595 ont appris l'anglais en premier et 81 ont appris l'anglais et le français en même temps comme langues principales. Notons que 97 répondants (9,7 % de l'échantillon) ont appris une autre langue que le français ou l'anglais en premier. Ces résultats ne sont pas surprenants, puisque le sondage s'adresse aux bilingues canadiens hors Québec. Il est donc normal de constater qu'une majorité de répondants a appris l'anglais en premier. Cependant, il est un peu surprenant de voir autant d'individus de langue maternelle anglaise apprendre le français par la suite. En effet, notre revue de la littérature nous indique que dans une économie bilingue, il est plus courant pour la minorité d'apprendre la langue dominante, et non l'inverse. Dans le cas présent, il est possible que des individus dont la langue maternelle est l'anglais soient issus de communautés francophones ou qu'ils aient au moins un parent francophone ou un autre lien à la langue française, ce qui expliquerait en partie la prépondérance d'anglophones apprenant le français.

Comme la majorité des répondants a appris l'anglais en premier, il devient intéressant de savoir comment l'ensemble des répondants ont appris le français. Il en ressort que 27 % des répondants viennent de familles francophones ou ont vécu dans une collectivité francophone. De plus, 32,3 % de l'échantillon a fréquenté une école primaire ou une école secondaire francophone et 23,8 % des répondants ont fréquenté une école d'immersion française au primaire ou au secondaire. Enfin, 20,3 %

© Le Conference Board du Canada, 2018

des répondants ont appris le français d'une autre façon (avec un(e) conjoint(e), en suivant un cours magistral à l'école, en milieu de travail, etc.)[37].

3.2 Éducation et professions

Comme les données des recensements canadiens le révèlent, les répondants au sondage, qui, rappelons-le, sont des travailleurs bilingues hors Québec, restent longtemps sur les bancs de l'école. Ainsi, 41,8 % sont titulaires d'un baccalauréat, 20,2 % ont obtenu un diplôme d'études supérieures (maîtrise, doctorat, notamment en médecine, etc.) et 21,7 % ont un diplôme ou certificat collégial (excluant les diplômés des cégeps). Seulement 0,3 % des répondants ont dit avoir obtenu un autre diplôme universitaire (J.D., D.E.S.S., etc.). Cela pourrait être une donnée aberrante, car des répondants ayant fait ce genre d'études pourraient avoir choisi de répondre « baccalauréat » ou « diplôme d'études supérieures » à cette question. Enfin, seulement 90 répondants ont arrêté l'école après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Plus intéressant encore, le sondage nous permet de déterminer le nombre de travailleurs bilingues qui ont fréquenté un établissement d'enseignement francophone ou bilingue. Le tableau 18 présente ces résultats.

Tableau 18. Plus haut niveau d'études dans un établissement bilingue ou francophone

	Nombre de répondants	**Pourcentage de l'échantillon**
Primaire	99	9,9
Secondaire	359	35,9
Apprentissage ou école de métiers	61	6,1
Cégep	71	7,1
Collège	47	4,7
Baccalauréat	138	13,8
Études supérieures (maîtrise, doctorat, etc.)	47	4,7
Autre diplôme universitaire (J.D., D.E.S.S., etc.)	3	0,3
Aucun/sans objet	175	17,5
Total	1 000	100

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

[37] Le total des réponses à cette question dépasse les 100 % parce que les répondants pouvaient choisir plus d'une réponse.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tout de suite, nous remarquons que 82,5 % des répondants ont fréquenté, à un moment ou un autre, un établissement d'enseignement bilingue ou francophone. Le plus souvent, le niveau d'études le plus élevé atteint dans un établissement bilingue ou francophone est le secondaire. On remarque cependant que bon nombre de répondants ont fréquenté un collège ou une université francophone ou bilingue. En effet, 23,6 % ont obtenu au moins un diplôme collégial dans un établissement bilingue ou francophone. Par ailleurs, même si les répondants au sondage résidaient hors Québec au moment de répondre à nos questions, cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas étudié au Québec.

Cela étant dit, nous avons aussi demandé aux répondants ayant obtenu au moins un diplôme collégial dans un établissement bilingue ou francophone de nommer l'établissement fréquenté. Les réponses à cette question nous permettent de faire certains constats. Premièrement, 79,2 % des répondants qui disent avoir obtenu au moins un diplôme collégial dans un établissement francophone ou bilingue nomment l'établissement (187 répondants). Cependant, certains de ces 187 répondants nomment des collèges et universités qui ne sont pas bilingues ou francophones. Cela pourrait être dû à une mauvaise compréhension de la question. Il est possible aussi que certains collèges et universités anglophones offrent des programmes en français sans pour autant être des établissements bilingues. C'est le cas notamment de l'Université Ryerson, qui offre un programme d'apprentissage du français et un programme de français des affaires et de traduction. Deuxièmement, 41 répondants ont nommé un établissement québécois ou étranger. Cela nous laisse 146 répondants qui ont fait des études postsecondaires dans un établissement bilingue au Canada hors Québec et qui nomment cet établissement. Enfin, les établissements postsecondaires et bilingues les plus fréquentés au Canada hors Québec sont l'Université d'Ottawa, avec 19 répondants (soit 12,7 % des 146 répondants qui ont fait des études postsecondaires au Canada hors Québec et nommé l'établissement fréquenté); l'Université de Moncton, avec 14 répondants (9,6 %); le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, avec 9 répondants (6,1 %); l'Université York, avec sept répondants (4,8 %)[38]; et l'Université Simon Fraser, avec six répondants (4,2 %). Le tableau 19 présente le nombre de répondants qui ont étudié dans un des établissements postsecondaires membres de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC). Nous utilisons cette liste pour identifier les établissements scolaires bilingues ou francophones au Canada hors Québec.

[38] Ces sept répondants ont mentionné l'Université York. Nous supposons qu'ils faisaient référence au Collège universitaire Glendon de l'Université de York

Tableau 19. Plus haut niveau d'études dans un établissement membre de l'ACUFC *(sur 146 répondants ayant étudié dans un établissement bilingue hors Québec et l'ayant nommé dans le sondage)*

	Nombre de répondants
Université de l'Alberta (Campus Saint-Jean)	5
Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick	0
Collège de l'Île	0
Collège Boréal	2
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick	9
Collège Éducacentre	0
Collège Mathieu	0
Collège militaire royal du Canada	2
Collège universitaire dominicain	0
Collège universitaire Glendon de l'Université de York	7
La Cité universitaire francophone de l'Université de Regina	2
La Cité	3
Université d'Ottawa	19
Université de Hearst	0
Université de Moncton	14
Université de Saint-Boniface	2
Université de Sudbury	0
Université Laurentienne	4
Université Saint-Paul	0
Université Sainte-Anne	1
Université Simon Fraser	6
Total	76

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

Nous avons aussi recueilli des données sur le domaine d'études des répondants et le dernier établissement postsecondaire fréquenté, qu'il soit bilingue, francophone ou anglophone. Sur tous les répondants ayant fait des études postsecondaires, 314 ont nommé le dernier établissement fréquenté. Parmi eux, 69 ont étudié dans un établissement au Québec ou à l'étranger, ce que nous laisse

© Le Conference Board du Canada, 2018

245 répondants bilingues ayant nommé un établissement d'éducation postsecondaire au Canada hors Québec comme étant le dernier établissement fréquenté. Nous constatons, sans trop de surprise, que les établissements les plus fréquentés se trouvent dans les provinces où vivent le plus de bilingues. Ainsi, 77 répondants ont fréquenté des établissements ontariens, 23 ont étudié en Colombie-Britannique, 25 au Nouveau-Brunswick et six en Alberta. Mentionnons aussi que 73 établissements hors Québec ont été mentionnés dans le sondage. Par ailleurs, les domaines d'études les plus populaires parmi les répondants au sondage sont l'administration et l'administration des affaires, les langues et la littérature, les sciences sociales, la santé et l'éducation. Ces résultats corroborent les constats du chapitre 2. Le tableau 20 présente les domaines d'études mentionnés par les répondants au sondage.

Tableau 20. Domaines d'études mentionnés dans le sondage

	Nombre de répondants	Pourcentage de l'échantillon	Pourcentage de ceux ayant répondu à la question
Métiers spécialisés	14	1,4	4,0
Loisirs	4	0,4	1,2
Transports	4	0,4	1,2
Langues et littérature	37	3,7	11,0
Communications	6	0,6	1,8
Technologies de l'information et télécommunications	26	2,6	7,6
Services sociaux	6	0,6	1,7
Sciences sociales	35	3,5	10,4
Administration	34	3,4	10,1
Santé	31	3,1	9,2
Sciences et mathématiques	28	2,8	8,1
Arts	7	0,7	2,2
Administration des affaires	53	5,3	15,5
Génie	26	2,6	7,5
Éducation	29	2,9	8,6
Total	340	34,0	100

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Enfin, nous avons demandé aux répondants de préciser leur domaine d'emploi. Parmi les réponses à cette question, nous dénombrons 307 répondants travaillant dans la santé, l'éducation ou les professions juridiques (tableau 21). Parmi ceux travaillant dans l'éducation, 25 se sont identifiés comme professeurs d'université, huit ont déclaré être enseignants au niveau postsecondaire, huit sont enseignants au primaire et deux enseignent au secondaire. Dans la santé, les professions les plus citées par les répondants sont les soins infirmiers (18 répondants), le travail social (huit répondants), l'administration (cinq répondants) et la médicine (cinq répondants). Dans les domaines juridiques, sept répondants ont déclaré être juristes, sept être fonctionnaires, cinq être avocats et cinq parajuristes. Autrement, les technologies de l'information semblent attirer les bilingues (71 répondants), ainsi que la fonction publique (48 répondants) et la fabrication (44 répondants).

Tableau 21. Domaines d'emploi mentionnés dans le sondage

	Nombre de répondants	Pourcentage de l'échantillon	Pourcentage de ceux ayant répondu à la question
Éducation	131	13,1	14,0
Soins de santé	128	12,8	13,6
Professions juridiques	48	4,8	5,1

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

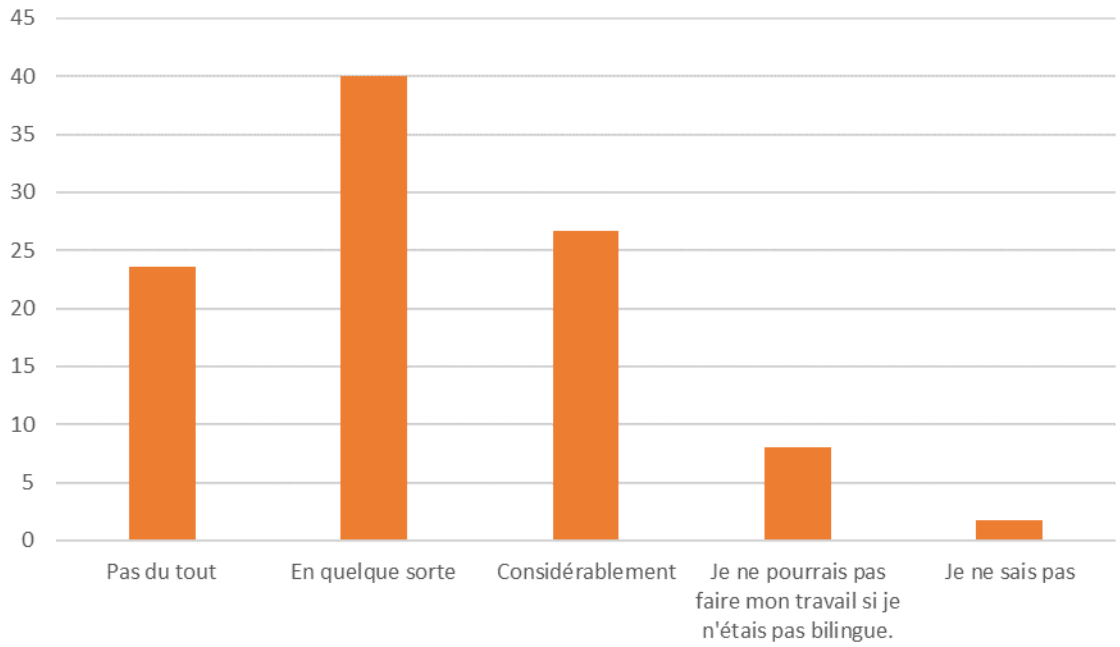
3.3 Autres attributs

Cette section présente les réponses à des questions d'ordre plutôt qualitatif par lesquelles nous cherchons à comprendre la valeur que les répondants accordent à leur bilinguisme.

En premier lieu, lorsqu'on demande aux répondants si le fait d'être bilingue leur a permis d'avancer dans leur carrière ou si cela leur permettrait un jour de le faire, 400 ont répondu « en quelque sorte », 267 « considérablement » et 80 ont choisi « je ne pourrais pas faire mon travail si je n'étais pas bilingue ». Il y en a quand même 236 qui ont répondu « pas du tout » (figure 19). Ces résultats nous montrent que les Canadiens perçoivent un avantage à leur bilinguisme, mais que cet avantage n'est pas toujours très concret ou quantifiable. Il est aussi vrai que près du quart des bilingues hors Québec de notre sondage ne voient aucun avantage au bilinguisme du point de vue de leur carrière.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Figure 19. Perception des bilingues sur l'avancement de carrière et la maîtrise des langues officielles *(pourcentage des répondants)*



Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

Ensuite, nous avons demandé aux répondants s'ils croient que leur bilinguisme peut se traduire par une rémunération plus élevée. Une majorité de répondants ont dit « en quelque sorte » (528 réponses) ou « considérablement » (316 réponses). Cependant, 127 ont répondu « pas du tout ». Lorsque nous avons demandé aux répondants de chiffrer les effets du bilinguisme sur leurs salaires annuels, 225 ont répondu que leur bilinguisme ne leur apportait pas de meilleurs salaires, 299 ont dit que leur bilinguisme leur permettait de gagner moins de 10 000 $ additionnels, 211 ont estimé que leur prime au bilinguisme se situait entre 10 000 à 50 000 $, 86 répondants ont dit recevoir une prime au bilinguisme de 50 000 à 100 000 $ et 28 répondants estiment recevoir 100 000 $ additionnels grâce à leur bilinguisme. Nous observons que 843 répondants croient que le bilinguisme peut se traduire par un meilleur salaire. De ce nombre, 624 répondants ont été en mesure de quantifier cette différence. Ces résultats sont présentés au tableau 22.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Tableau 22. Estimation des primes au bilinguisme

Le bilinguisme peut se traduire par un meilleur salaire	Répondants	Le bilinguisme vous a permis, ou vous permettrait, d'augmenter votre salaire de combien?	Répondants
Pas du tout	127	0 $	225
En quelque sorte	528	Moins de 10 000 $	299
Considérablement	316	De 10 000 à 50 000 $	211
Je ne sais pas	30	De 50 000 à 100 000 $	86
		Plus de 100 000 $	28
		Je ne sais pas	151

Source : Léger, Le Conference Board du Canada.

Nous avons aussi demandé aux répondants si leur bilinguisme leur ouvre plus de possibilités d'emploi dans leur domaine de travail. L'immense majorité, soit 818 répondants, a répondu « en quelque sorte » ou « considérablement » et 150 ont répondu « pas du tout ». Enfin, nous avons demandé aux répondants s'ils croient que les employeurs utilisent le bilinguisme comme indicateur d'aptitude générale. Seuls 156 répondants sont fortement d'accord avec cette idée, 511 sont plutôt d'accord, 134 sont plutôt en désaccord et 79 sont fortement en désaccord. Ces résultats nous indiquent que, sur le marché du travail, il existe d'autres avantages au bilinguisme que ceux de nature purement pécuniaire.

Les réponses aux cinq questions présentées dans ce chapitre nous ramènent constamment aux idées cernées dans notre revue de la littérature. En effet, nous pensons, par exemple, aux résultats des études de Christofides et Swidinsky[39], où l'utilisation de la deuxième langue au travail n'avait pas d'effet significatif sur la prime au bilinguisme (seulement 80 répondants avaient absolument besoin des deux langues pour faire leur travail). La littérature consultée nous dit aussi que les employeurs peuvent utiliser le bilinguisme comme indicateur de l'aptitude générale, idée que les répondants au sondage semblent confirmer.

[39] Christofides et Swidinsky, *The Economic Returns to a Second Official Language: English in Quebec and French in the Rest-of-Canada.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

4. Le bilinguisme et la production économique

Résumé du chapitre

- Hors Québec, les bilingues contribuent de façon importante au produit intérieur brut (PIB) dans l'administration publique et les services d'enseignement.
- Cependant, c'est dans la finance, les assurances et les services immobiliers que la production économique des bilingues se concentre. Autrement dit, ce secteur d'activité regroupe la portion la plus importante du PIB produit par les bilingues au Canada hors Québec.
- Au Nouveau-Brunswick, la contribution économique des travailleurs bilingues se chiffre à 38,7 % du PIB de la province. En Ontario, les bilingues génèrent 12,1 % du PIB de la province. Cependant, les bilingues ne produisent que 4,4 % du PIB de la Saskatchewan.

Après avoir étudié le portrait socio-économique des bilingues canadiens, ce chapitre se penche sur leur contribution à l'économie canadienne. En utilisant le produit intérieur brut (PIB), qui mesure la taille de l'économie, nous cherchons à comprendre comment les bilingues contribuent à la richesse économique du pays.

Ce chapitre nous permettra ainsi de déterminer la part du PIB canadien directement attribuable aux travailleurs bilingues, ce qui nous donnera une bonne estimation du rôle des bilingues dans la création de richesse dans les différentes provinces et dans les différents secteurs de l'économie. Enfin, nous pourrons déterminer si la contribution des bilingues à l'économie diffère de quelque façon que ce soit à celle des unilingues.

4.1 Le produit intérieur brut canadien

En 2016, le PIB canadien s'élevait à 1 684,2 G$, soit une hausse de 1,6 % par an en moyenne depuis 2006, année où il s'élevait à 1 433,3 G$. L'industrie de la finance, des assurances et des services immobiliers était la plus importante, suivie par le secteur primaire et les services publics, la fabrication, la construction, et les soins de santé et l'assistance sociale. Le tableau 23 présente la taille de chacune des industries de l'économie canadienne, ainsi que leur poids relatif.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 23. La finance, les assurances et les services immobiliers représentent un cinquième du PIB canadien** (2016)*

	PIB (millions de dollars)	Part du total (pourcentage)
Produit intérieur brut (PIB), toutes industries	1 684 239	100
Agriculture, foresterie, chasse et pêche	27 831	1,7
Extraction minière, extraction gazière et pétrolière	137 139	8,1
Services publics	38 236	2,3
Construction	118 078	7,0
Fabrication	174 416	10,4
Commerce de gros	95 250	5,7
Commerce de détail	91 779	5,4
Transport et entreposage	74 782	4,4
Industries culturelles	52 320	3,1
Finance, assurances et services immobiliers	339 267	20,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	104 213	6,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	37 269	2,2
Gestion des déchets et services d'assainissement	5 952	0,4
Services d'enseignement	88 845	5,3
Soins de santé et assistance sociale	112 613	6,7
Arts, spectacles et loisirs	12 942	0,8
Services d'hébergement et de restauration	36 543	2,2
Autres services	32 513	1,9
Administrations publiques	106 661	6,3

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

On remarque tout d'abord que, parmi les cinq industries mentionnées plus haut, il n'y a que dans la finance, les assurances et les services immobiliers que les travailleurs bilingues ne sont pas sous-représentés en termes d'emploi. En effet, la part de l'emploi des travailleurs bilingues dans le secteur

© Le Conference Board du Canada, 2018

primaire et des services publics, dans la fabrication, la construction et les soins de santé est inférieure à leur part de l'emploi tous secteurs confondus, qui était de 20,4 % en 2016.

Cela étant dit, les secteurs public et parapublic, importants pour les travailleurs bilingues, contribuent tout de même à l'économie canadienne. En effet, les soins de santé et l'assistance sociale, les services d'enseignement et l'administration publique comptaient tout de même pour 18,3 % du PIB canadien en 2016. Il devient donc particulièrement intéressant d'examiner la contribution des travailleurs bilingues à la production économique de ces industries, au niveau du Canada comme dans chacune des provinces. À cette fin, nous utilisons une méthodologie développée au Conference Board du Canada pour estimer la part du PIB de chaque province et de chaque secteur d'activité qui est attribuable aux travailleurs bilingues. Cette méthodologie suppose que la productivité des travailleurs bilingues dans un secteur d'activité et une province donnés est la même que celle des travailleurs unilingues dans la même industrie et la même province. Cette hypothèse est corroborée par notre revue de la littérature, qui semble indiquer que les différences salariales entre les bilingues et les unilingues ne sont pas le résultat d'une productivité plus élevée, mais plutôt d'autres facteurs, tels que le secteur d'activité ou la province de résidence.

4.2 Les bilingues et le PIB, hors Québec

Sans compter le Québec, le PIB des neuf autres provinces avoisinait les 1 349,8 G$ en 2016. Tout comme dans l'ensemble du pays, les secteurs d'activité les plus importants étaient la finance, les assurances et les services immobiliers, le secteur primaire et les services publics, la construction, la fabrication, et les soins de santé et l'assistance sociale. À eux cinq, ces secteurs comptaient pour 59,9 % du PIB canadien hors Québec, soit 808,8 G$.

En 2016, sans trop de surprise, la contribution des bilingues au PIB canadien hors Québec s'élevait à 10 %, ce qui correspond à leur part de l'emploi. C'est dans l'administration publique qu'ils ont le plus contribué au PIB, soit 21,8 % du PIB de ce secteur. Leur contribution est également importante dans les services d'enseignement (18,4 % du PIB du secteur), les industries culturelles (13,2 % du PIB), les arts, spectacles et loisirs (13,1 % du PIB) et les services professionnels, scientifiques et techniques (12,1 % du PIB). Le tableau 24 montre leur contribution à la production économique au Canada hors Québec.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 24. Contribution des bilingues au PIB, hors Québec** (2016)*

	Contribution en millions de dollars	Contribution en pourcentage
Produit intérieur brut (PIB), toutes industries	134 788	10,0
Secteur primaire et services publics	11 032,6	6,4
Construction	7 081,9	7,3
Fabrication	8 344,9	6,4
Commerce de gros	6 162,5	8,2
Commerce de détail	6 179,8	8,7
Transport et entreposage	4 727,7	7,8
Industries culturelles	5 566,1	13,2
Finance, assurances et services immobiliers	30 568,2	9,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 116,7	12,1
Services d'enseignement	12 831,5	18,4
Soins de santé et assistance sociale	8 959,4	10,3
Arts, spectacles et loisirs	1 332,1	13,1
Services d'hébergement et de restauration	2 695,5	9,3
Autres services	2 254,8	8,8
Administrations publiques	17 934,2	21,8

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

On remarque dans ce même tableau que, même si c'est dans l'administration publique, dans les services d'enseignement et dans les industries culturelles que les bilingues pèsent le plus, c'est dans la finance, les assurances et les services immobiliers qu'ils génèrent le plus de valeur ajoutée brute, soit 30,6 G$. En effet, ce secteur d'activité compte pour 22,7 % de la production économique générée par les bilingues. Cela vaut aussi pour les unilingues anglophones hors Québec, dont 24,2 % de la production est générée dans l'industrie de la finance, des assurances et des services immobiliers.

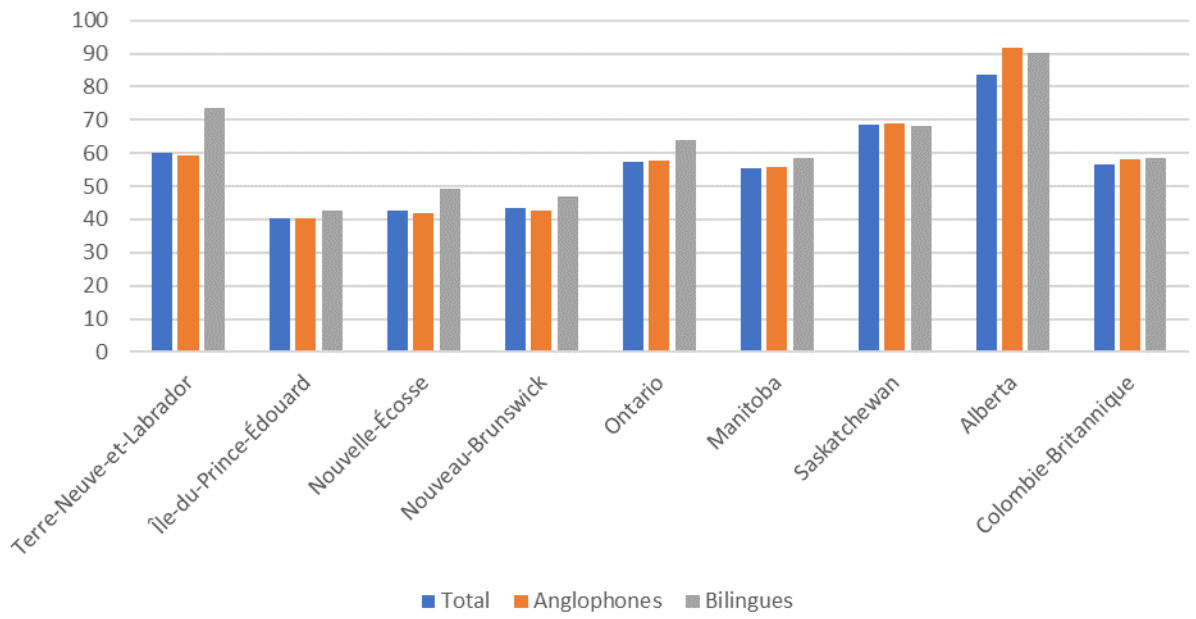
Nous constatons aussi que, parmi les cinq secteurs d'activité les plus importants au Canada hors Québec, c'est dans les soins de santé et l'assistance sociale que la contribution des bilingues se ressent le plus. Ils génèrent 10,3 % du PIB de cette industrie hors Québec. À titre comparatif, la contribution des bilingues hors Québec au PIB de l'industrie de la finance, des assurances et des services immobiliers s'élève à 9,5 %; à celui de la construction, à 7,3 %; et à celui de la fabrication ainsi qu'au PIB du secteur primaire et les services publics, à 6,4 %.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Pour ce qui est des anglophones unilingues au Canada hors Québec, ils génèrent 92,7 % du PIB du secteur primaire et des services publics, 91,9 % du PIB de la construction, 91,2 % du PIB de la fabrication, 89,9 % du PIB de la finance, des assurances et des services immobiliers et 89,1 % du PIB des soins de santé et de l'assistance sociale. Cette différence entre la contribution au PIB des anglophones et des bilingues ne surprend guère, car les anglophones représentent entre 80 et 90 % de l'emploi hors Québec dans chacun des secteurs d'activité de l'économie.

Le PIB par habitant offre donc une mesure plus juste, et c'est un bon indicateur du niveau de vie. Ainsi, hors Québec, le PIB par habitant pour l'ensemble des individus âgés de 15 ans et plus est de 61 569 $, celui des anglophones unilingues est de 62 502 $ et celui des bilingues est de 63 329 $. Dans les provinces, il semble y avoir une variation assez importante du PIB par habitant en ce qui concerne les bilingues. En effet, le PIB par habitant des bilingues albertains est de 90 360 $, alors qu'il est de 42 805 $ à l'Île-du-Prince-Édouard. Ces différences existent aussi chez les anglophones et dans l'ensemble de la population. Si on compare les bilingues aux anglophones, le PIB par habitant généré par les bilingues est plus élevé en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. C'est dans cette dernière province qu'on trouve la différence la plus marquée, le PIB par habitant des bilingues y dépassant celui des unilingues de 14 000 $. La figure 20 montre les différences de PIB par habitant entre les bilingues et les anglophones dans chacune des neuf provinces à l'étude ici.

Figure 20. Les bilingues créent plus de richesse, presque partout *(PIB par habitant, milliers de dollars)*

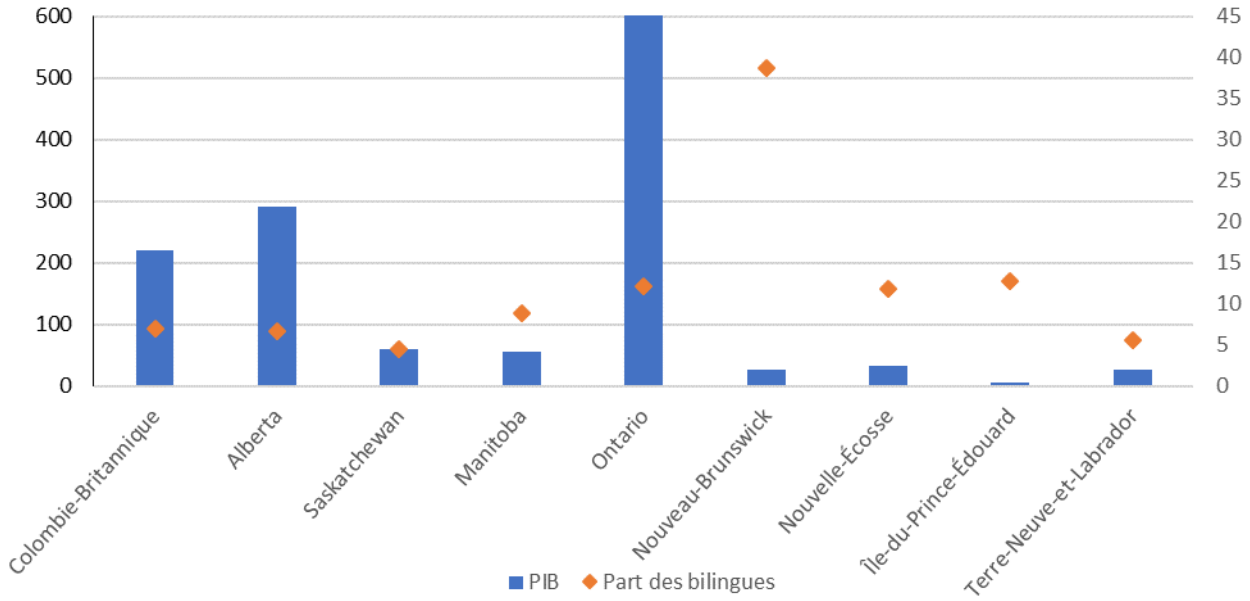


Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Encore au niveau provincial, c'est en Ontario que les bilingues produisent le plus en valeur absolue, avec 76 486,7 M$, soit 12,1 % de la production économique ontarienne. C'est cependant au Nouveau-Brunswick que la contribution des bilingues se ressent le plus, puisqu'ils comptent pour 38,7 % du PIB

néo-brunswickois (10 383,3 M$). C'est en Saskatchewan que la contribution des bilingues est la moins importante, soit 4,4 % seulement du PIB de la province. La figure 21 présente la taille des économies provinciales et la contribution des bilingues.

Figure 21. La contribution des bilingues à la richesse est très importante au Nouveau-Brunswick *(taille de l'économie, à gauche, milliards de dollars; part des bilingues, à droite, pourcentage)*



Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Enfin, nous remarquons que la production économique des bilingues n'est pas très diversifiée. En effet, entre 40 et 60 % de la production des bilingues par province vient des trois industries les plus importantes dans chaque province, ce qu'illustre le tableau 25. Par exemple, le secteur primaire, les services d'enseignement et la finance représentent 57,8 % du PIB généré par les bilingues à Terre-Neuve-et-Labrador, tandis qu'en Saskatchewan, le secteur primaire, la finance et les services d'enseignement représentent 50,2 % de la production des bilingues. Nous remarquons aussi que le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale ne figure dans aucune des provinces parmi les trois industries où les bilingues génèrent le plus de valeur ajoutée, ce qui nous indique que les soins de santé n'est pas une industrie à productivité élevée.

© Le Conference Board du Canada, 2018

***Tableau 25. La production (PIB) des bilingues** (2016)*

	Industries	Part du PIB généré par les bilingues (%)
Terre-Neuve-et-Labrador	Secteur primaire et services publics	33,3
	Services d'enseignement	13,1
	Finance, assurances et services immobiliers	11,4
Île-du-Prince-Édouard	Administration publique	19,4
	Finance, assurances et services immobiliers	18,4
	Services d'enseignement	13,5
Nouvelle-Écosse	Finance, assurances et services immobiliers	21,1
	Administration publique	18,3
	Services d'enseignement	12,1
Nouveau-Brunswick	Finance, assurances et services immobiliers	22
	Administration publique	14,5
	Fabrication	10,3
Ontario	Finance, assurances et services immobiliers	24,4
	Administration publique	15,9
	Services d'enseignement	9,9
Manitoba	Finance, assurances et services immobiliers	21,6
	Administration publique	12,4
	Services d'enseignement	10
Saskatchewan	Secteur primaire et services publics	23,2
	Finance, assurances et services immobiliers	16,1
	Services d'enseignement	10,9
Alberta	Secteur primaire et services publics	25,8
	Finance, assurances et services immobiliers	17,5
	Construction	8,1
Colombie-Britannique	Finance, assurances et services immobiliers	24,4
	Services d'enseignement	10,9
	Services professionnels, scientifiques et techniques	8,9

Source : Statistique Canada, Le Conference Board du Canada.

Nous pouvons tirer quelques conclusions de l'ensemble de ces données. Tout d'abord, c'est dans l'administration publique que la contribution des bilingues hors Québec au PIB se ressent le plus. En

© Le Conference Board du Canada, 2018

effet, ils représentent plus d'un cinquième de la production hors Québec dans cette industrie. Suivent les services d'enseignement, qui doivent 18,4 % de leur PIB à l'effort des bilingues, et en troisième position, les industries culturelles, auxquelles les bilingues contribuent à hauteur de 13,2 %.

De plus, on s'aperçoit que l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale ne se trouve pas parmi les plus importantes pour les bilingues. Cela n'est pas trop surprenant, car nous savons que les travailleurs bilingues sont légèrement sous-représentés dans cette industrie par rapport à leur poids parmi tous les travailleurs, même si c'est une industrie qui emploie une part non négligeable de bilingues dans presque toutes les provinces.

Autre constat, comme dans l'ensemble du pays, c'est dans la finance, les assurances et les services immobiliers que la production des bilingues hors Québec est concentrée. En effet, sur les 134,8 G$ générés par les bilingues en 2016, 22,7 % provenaient de la finance, des assurances et des services immobiliers, 13,3 % de l'administration publique et 9,5 % des services d'enseignement. Cela donne à penser que les bilingues qui travaillent dans l'industrie de la finance, des assurances et des services immobiliers sont plus productifs que ceux qui travaillent dans l'administration publique ou dans les services d'enseignement, puisque les services d'enseignement emploient 12,1 % des travailleurs bilingues, l'administration publique 11,2 %, et la finance, les assurances et les services immobiliers 4,1 %.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Conclusion

Ce rapport débute avec l'idée que le bilinguisme français-anglais au Canada est unique en raison du lien qui existe entre ces deux langues, d'une part, et les origines et l'identité du pays, d'autre part. En effet, ce bilinguisme canadien va bien au-delà de la maîtrise de deux langues, c'est une dualité géographique, culturelle et politique qui enflamme les passions et qui est enracinée profondément dans l'identité du pays. Fait particulier résultant de cette dualité, le taux de bilinguisme varie énormément d'une région à l'autre du pays. En effet, même si le Canada est officiellement bilingue, ce qu'on observe n'est pas tant un pays uniformément bilingue que la cohabitation de deux langues et identités.

Cela étant dit, des facteurs tant macroéconomiques que microéconomiques poussent tout de même les Canadiens à devenir bilingues. C'est notamment le cas au Québec, où l'on trouve le plus de bilingues au pays, en raison notamment de la situation minoritaire du français en Amérique du Nord. C'est donc aussi au Québec que les questions entourant les langues officielles et le rôle du bilinguisme reçoivent habituellement le plus d'attention.

Ce rapport se veut une incursion dans le rôle du bilinguisme au Canada hors Québec : on y examine la situation du bilinguisme hors Québec en dressant un portrait économique des travailleurs bilingues canadiens. Ce portrait prend forme autour des thèmes de l'éducation, du salaire, de la participation au marché du travail et des secteurs d'activité dans lesquels travaillent les bilingues. Nous cherchons aussi à quantifier le poids et la contribution du bilinguisme hors Québec à l'économie canadienne.

Nous commençons ce rapport par une revue de la littérature couvrant des études qui portent sur les avantages économiques dont peuvent bénéficier les individus bilingues sur le marché du travail. Les études et rapports consultés nous indiquent que le salaire des Canadiens bilingues hors Québec est généralement plus élevé que celui des unilingues, que les bilingues sont surreprésentés dans des professions et des secteurs généralement mieux rémunérés (comme la gestion ou la fonction publique) et qu'ils sont plus nombreux à poursuivre des études postsecondaires. La littérature est cependant très catégorique : le bilinguisme n'est pas une cause directe des salaires plus élevés. On attribue plutôt les primes salariales aux caractéristiques non observables, comme la persévérance ou l'adaptabilité, de même qu'à la capacité des bilingues de décrocher des emplois mieux rémunérés. Soyons clairs aussi, ces constats n'impliquent pas que les anglophones unilingues soient moins capables, mais simplement que la maîtrise d'une deuxième langue peut signaler aux employeurs la présence de ces caractéristiques non observables.

Ensuite, nous utilisons les données des recensements canadiens de 2006 et de 2016 pour dresser le portrait économique des bilingues au Canada. Nous constatons que les bilingues hors Québec, lorsqu'on les compare aux anglophones unilingues, restent plus longtemps sur les bancs de l'école, ont des salaires plus élevés et participent plus au marché du travail. Il est clair aussi que les travailleurs bilingues sont concentrés dans les industries productrices de services plutôt que dans la production de biens. Ils sont, en particulier, surreprésentés dans les administrations publiques, dans les services d'enseignement et dans les services professionnels, scientifiques et techniques, entre autres. Qui plus est, au niveau des provinces, deux industries parmi les soins de santé, les services d'enseignement et la fonction publique figurent toujours parmi les plus grands employeurs de travailleurs bilingues.

Afin de compléter ces résultats, nous avons adressé un sondage à 1 000 travailleurs bilingues hors Québec. Ce sondage nous a permis de corroborer les constats faits à partir des recensements et les

© Le Conference Board du Canada, 2018

conclusions tirées de la revue de la littérature. De plus, ce sondage nous a permis de remarquer que les bilingues ont une perception généralement positive des effets du bilinguisme sur la réussite dans le marché du travail. Par exemple, la majorité des répondants croient que le bilinguisme peut les aider à avancer dans leur carrière, les aider à obtenir des salaires plus élevés et à décrocher de meilleurs emplois. Nous constatons aussi que la majorité des répondants ont appris l'anglais avant le français.

Le dernier chapitre du rapport utilise une méthodologie unique développée par le Conference Board pour estimer la contribution des bilingues hors Québec à l'économie. En fait, il s'agit d'estimer la contribution des travailleurs bilingues au produit intérieur brut (PIB) par industrie et par province. Nous constatons dans un premier temps que 10 % du PIB canadien hors Québec est généré par les travailleurs bilingues hors Québec. Plus important encore, nous constatons que les bilingues génèrent autour de 20 % du PIB des services d'enseignement et de l'administration publique hors Québec. Cela étant dit, c'est dans la finance, les assurances et les services immobiliers que les bilingues génèrent le plus en termes de dollars, avec une contribution de près de 31 G$. Un autre résultat intéressant apparaît lorsqu'on se penche sur le PIB des provinces. Le travail des bilingues génère 38 % du PIB du Nouveau-Brunswick et autour de 12 % de celui de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Enfin, nous examinons aussi le PIB par habitant, qui est une mesure du niveau de vie. Nous constatons que le PIB par habitant des bilingues est plus élevé que celui des anglophones unilingues dans toutes les provinces, sauf l'Alberta et la Saskatchewan.

En bref, ce rapport confirme qu'il y a des effets positifs au bilinguisme sur le marché du travail canadien, même hors Québec. Autrement dit, même s'il est intuitivement plus avantageux d'apprendre la langue de la majorité (l'anglais dans le Canada hors Québec) que d'apprendre la langue minoritaire, l'apprentissage du français au Canada hors Québec a des liens importants avec la réussite sur le marché du travail. Sans prétendre que le seul fait d'apprendre la deuxième langue explique la réussite des personnes bilingues, il demeure que les bilingues ont tendance à étudier plus longtemps et sont capables d'obtenir des emplois mieux rémunérés, tout en contribuant de façon importante à l'économie. Le fait que la maîtrise des deux langues officielles soit un impératif pour certains postes dans la fonction publique fédérale explique certainement une partie de ces résultats. Cependant, les bilingues sont aussi en mesure de mieux se positionner dans le secteur privé, notamment dans les services professionnels.

Il est évident que la décision d'apprendre une deuxième langue est liée à des motivations économiques. C'est en partie cela qui explique le taux de bilinguisme plus élevé au Québec qu'ailleurs au Canada. Dans les prochaines années, nous n'anticipons pas de changements majeurs dans les facteurs encourageant les travailleurs du Canada hors Québec à devenir bilingues. En effet, l'anglais demeurera la langue universelle dans les sciences et les nouvelles technologies et la demande de travailleurs bilingues restera élevée dans les services publics et parapublics, entre autres. Par conséquent, nous croyons que le poids démographique des travailleurs bilingues au Canada hors Québec ne devrait pas varier de façon significative dans les prochaines années. Cependant, le poids économique des bilingues au Canada pourrait augmenter, particulièrement s'ils continuent de poursuivre des études supérieures. Enfin, notons que la valeur du bilinguisme ne se limite pas à des avantages salariaux ou monétaires par ailleurs. En effet, le bilinguisme a une valeur culturelle et historique bien documentée, même si ces aspects ne font pas partie du cadre d'étude du présent rapport.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Bibliographie

Agirdag, Orhan. 2014. «The Literal Cost of Language Assimilation for the Children of Immigration: The Effects of Bilingualism on Labor Market Outcomes.» Dans *The Bilingual Advantage, Language, Literacy, and the U.S. Labor Market*, de Patricia Gándara Rebecca M. Callahan. Bristol: Multilingual Matters.

Amado Alarcón, Antonio Di Paolo, Josiah Heyman, Maria Cristina Morales. 2014. «The Occupational Location of Spanish-English Bilinguals in the New Information Economy: The Health and Criminal Justice Sector in the U.S. Borderlands with Mexico.» Dans *The bilingual advantage, language, literacy, and the U.S. labor market*, de Patricia Gándara Rebecca M. Callahan. Bristol: Multilingual Matters.

André Bernard, Ross Finnie, Benoît St-Jean. 2008. «Interprovincial Mobility and Earnings.» *Perspectives on Labour and Income.*

Andrew Henley, Rhian Eleri Jones. 2003. *Earnings and Linguistic Proficiency in a Bilingual Economy.* Aberystwyth: University of Wales Aberystwyth. https://pdfs.semanticscholar.org/feef/5451d4e2cd2ac665b7d511617abc120e6764.pdf.

Arcand, Alan. 2013. *Le Canada, le bilinguisme et le commerce.* Ottawa: Le Conference Board du Canada.

Armstrong, Alex. 2004. *The Returns to Bilingualism in the Canadian Labour Market.* Honours Essay, Ottawa: Carleton University.

Barry R. Chiswick, Paul W. Miller. 1995. «The Endogeneity Between Language and Earnings: International Analyses.» *Journal of Labor Economics.*

Conseil canadien sur l'apprentissage. 2008. *Do You Speak English? Les avantages du bilinguisme au Canada.* Ottawa: Conseil canadien sur l'apprentissage.

Daniel M. Shapiro, Morton Stelcner. 1997. «Language and Earnings in Quebec: Trends Over Twenty Years, 1970-1990.» *Canadian Public Policy.*

David Bloom, Gilles Grenier. 1992. «Economic Perspective on Language: the Relative Value of Bilingualism in Canada and the United States.» Dans *Language Loyalties: A Sourcebook on the Official English Controversy*, de James Crawford. Chicago: University of Chicago Press.

Gándara, Patricia. 2015. *Is There Really a Labor Market Advantage to Being Bilingual in the U.S.?* Princeton: Educational Testing Service. https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1002/ets2.12054.

Gianmarco I.P. Ottaviano, Giovanni Peri. 2005. «Cities and Cultures.» *Journal of Urban Economics.* http://giovanniperi.ucdavis.edu/uploads/5/6/8/2/56826033/ottaviano_peri_2005.pdf.

Gilles Grenier, François Vaillancourt. 1982. *An Economic Perspective on Learning a Second Language.* Research Paper, University of Ottawa.

© Le Conference Board du Canada, 2018

Gilles Grenier, Serge Nadeau. 2011. *English as the Lingua Franca and the Economic Value of Other Languages: the Case of the Language of Work in the Montreal Labour Market.* Working Paper, Ottawa: University of Ottawa.

Gouvernement du Canada. s.d. «Code criminel.» Accès le octobre 10, 2018. http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/page-139.html#h-173.

—. s.d. «Loi sur les langues officielles.» Accès le octobre 10, 2018. http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-3.01/page-1.html.

Grenier, Gilles. 1987. «Earnings by Language Group in Quebec in 1980 and Emigration from Quebec Between 1976 and 1981.» *Canadian Journal of Economics*, 774-791.

Ipsos. 2008. *Survey of Supervisors of Bilingual Employees.* Survey, Ottawa: Canadian Parents for French.

Jean-François Lepage, Jean-Pierre Corbeil. 2013. *L'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada de 1961 à 2011.* Statistique Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2013001/article/11795-fra.pdf.

Lévesque, Jean-Marc. 1989. «Le bilingusime et le revenu du travail.» *Le revenu et l'emploi en perspective.* https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-001-x/1989002/2277-fra.pdf.

Louis N. Christofides, Robert Swidinsky. 1998. «Bilingualism and Earnings: a Study Based on 1971, 1981 and 1991 Census Data.» Dans *Economic Approches to Language and Bilngualism*, de Albert Breton, 123-185. Ottawa: Canadian Heritage. https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED429438.pdf.

Louis N. Christofides, Robert Swidinsky. 2008. *The Economic Returns to a Second Official Language: English in Quebec and French in the Rest-of-Canada.* Discussion Paper, Bonn: IZA Institute of Labor Economics.

Lucrecia Santibañez, Estela Zárate. 2014. «Bilinguals in the U.S. and College Enrollment.» Dans *The Bilingual Advantage, Language, Literacy, and the U.S. Labor Market*, de Patricia C. Gándara Rebecca M. Callahan. Bristol: Multilingual Matters.

Patrimoine canadien. 2016. «Avantages économiques du bilinguisme.» https://www.caslt.org/files/learn-languages/pch-bilingualism-lit-review-final-fr.pdf.

Pierre-Marcel Desjardins, David Campbell. 2015. *Deux langues c'est bon pour les affaires: Étude sur les avantages et le potentiel économiques au Nouveau-Brunswick.* Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick.

Robinson-Cimpian, Joseph P. 2014. «Labor Market Differences Between Bilingual and Monolingual Hispanics.» Dans *The bilingual advantage, language, literacy, and the U.S. labor market*, de Patricia Gándara Rebecca M. Callahan. Bristol: Multilingual Matters.

Statistique Canada. 2017. *Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012.* 08 Mai. https://www.statcan.gc.ca/fra/sujets/norme/scian/2012/introduction.

Statistique Canada. 2018. *Recensement de la population de 2006.*

Statistique Canada. 2018. *Recensement de la population de 2016.*

© Le Conference Board du Canada, 2018

Vaillancourt, François. 1992. «An Economic Perspective on Language and Public Policy in Canada and the United States.» Dans *Immigration, Language, and Ethnicity: Canada and the United States*, de Barry R. Chiswick. Washington: AEI Press.

Workopolis. 2015. *Thinkopolis VII: How Relevant is Bilingualism to Your Career in Canada in 2015?* Workopolis.

© Le Conference Board du Canada, 2018

SECRÉTARIAT NATIONAL

223, RUE MAIN OTTAWA (ONTARIO) K1S 1C4

Téléphone ▶ 613-244-7837

Sans frais ▶ 1-866-551-2637

ACUFC

ACUFC.CA